CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

■ Le concept de décadence pour saisir la substance de la crise générale du mode de production capitaliste (page 3)

■ Le rôle déterminant de la sur-alimentation pour le contournement des crises de surproduction de marchandises alimentaires et de capitaux liés à l'agro-industrie (page 7)

■ Les crédits garantis en masse par les États pour les entreprises, une contribution forcenée à la surproduction (page 13)

■ Pourquoi l'opinion publique française n'a-t-elle pas saisi immédiatement l'ampleur de la crise ? (page 18)

■ La vague de faillites et de licenciements attendue à partir de septembre en France (page 20)

■ La Belgique, particulièrement touchée par la crise du covid-19 (page 25)

■ L'affrontement sino-américain au cœur de la crise (page 27)

■ L'affrontement Chine – États-Unis, au cœur de la bataille pour le repartage du monde (page 30)

■ L'antisémitisme qui va surgir en France de la seconde crise générale du capitalisme (page 35)

■ Sur la crise générale du capitalisme [1995] (page 37)

JUIN 2020

2

La parution du premier numéro de Crise dans le courant du mois de mai 2020 a été une très puissante affirmation : le mode de production capitaliste connaît sa seconde crise et il s'agit désormais de saisir comment il va toujours plus décliner. Il s'agit d'un tournant et pour le voir, il ne fallait bien sûr pas être prisonnier du 24 heures sur 24 du capitalisme, car c'est ce 24 heures sur 24 qui est rentré dans le mur et qui périclite, allant à son effondrement.

Le capitalisme avait réussi à contourner son manque de perspective en faisant par exemple engloutir toujours plus de glucides par l'humanité, mais ni Coca Cola ni Mc Donald's ne correspondent à quelque chose de réel sur le plan de la civilisation. C'est l'effondrement de tout un mode de vie qui doit être saisi ici. La fin du mode de production capitaliste, c'est la fin d'une vie quotidienne façonnée par le 24 heures sur 24 du capitalisme.

ÉDITORIAL

Au-delà des documents présentant les modalités de la seconde crise générale du capitalisme, on portera son attention sur la longue analyse indienne « Sur la crise générale du capitalisme », datant 1995. Elle est rigoureuse, et instructive mais révèle à quel point la théorie révisionniste du « capitalisme monopoliste d'État » s'est répandue. La principale fonction de cette conception erronée est de propager l'illusion comme quoi la première crise générale du capitalisme s'est simplement prolongée et que le capitalisme a pu maintenir relativement son existence grâce à un État bourgeois « organisateur ». Cela empêche de comprendre l'approfondissement, la systématisation, le renforcement du capitalisme à partir de 1945 et évidemment de saisir la nature de la seconde crise.

Nous encourageons à suivre les sites :

centremlm.be

materialisme-dialectique.com

Le concept de décadence pour saisir la substance de la crise générale du mode de production capitaliste

S'il y a une erreur à ne pas commettre, c'est celle de réduire la crise générale du mode de production capitaliste à sa dimension économique. Une telle lecture des choses est erronée, car elle fait de l'économie un domaine en soi, indépendant du reste de la réalité, ce qui revient à séparer abstraitement les choses.

Le principe de mode de production consiste, à l'inverse, à saisir la réalité comme transformée et transformante en même temps ; il s'agit d'une réalité matérielle qui change et qui connaît des changements. En effet, un mode de production est une manière concrète pour l'humanité de produire de quoi reproduire son existence, mais également se reproduire, et même d'étendre son existence.



Cette extension est quantitative dans la mesure où l'humanité est plus nombreuse, mais elle est également qualitative, l'humanité développant davantage de facultés, profitant d'une richesse matérielle et intellectuelle plus grande.

Si l'on ne s'en tient qu'à l'économie, on ne sait pas placer une partition de Jean-Sébastien Bach ni un tableau de Jules Breton, à moins de les définir de manière mercantile, en imaginant qu'on puisse les acheter, les vendre. Si l'on prend le mode de production, alors ces œuvres d'art relèvent du patrimoine intellectuel et matériel de l'existence humaine, dans le cadre de son développement.

Il est évident que le mode de production capitaliste, de par son amplitude, est bien plus complexe que les modes de production précédents. Il a produit de nouveaux domaines, il touche de nombreuses dimensions, il est planétaire, il a un impact direct et indirect sur la vie naturelle, etc.

Quand on parle par conséquent de la crise générale du mode de production capitaliste, il faut saisir tous les aspects de celui-ci et voir comment cela fournit un faisceau de contradictions. Le jeu de ces contradictions peut être qualifié de crise générale lorsque, dans les faits, le mode de production capitaliste se ratatine.

Si, par exemple, le mode de production capitaliste est capable de produire de nombreux talents musicaux en élargissant les possibilités d'accéder à la culture musicale, aux instruments de musique, à la production de musique, et qu'à un moment il n'est plus en mesure de le faire, alors cela forme une crise.



Lorsque de multiples indicateurs sont au rouge, alors c'est une crise générale. Et ces indicateurs doivent provenir des domaines les plus essentiels, tels que la politique, la culture, la science, l'économie, l'environnement, les animaux, la nature, etc.

Il est possible de dire que la politique est en crise si sa substance se ratatine. Cela veut dire que le personnel politique est d'une qualité toujours moindre, que les partis politiques ont de moins en moins d'adhérents, que le désintérêt pour les affaires publiques est toujours plus grand.

Pareillement, la science se ratatine si le niveau général est en chute libre, si les résultats concrets sont de moins en moins nombreux, si les recherches et les découvertes deviennent moins efficaces.



Il faut ici bien souligner qu'en aucun cas il ne faut tomber dans une lecture unilatérale. Le développement inégal fait qu'il y aura toujours, dans un domaine, un développement. Ce qu'il s'agit de saisir, c'est la tendance générale. Il peut y avoir un progrès dans les micro-processeurs sur le plan technique ou bien dans le domaine des mathématiques en général, mais la question est de savoir si, tendanciellement, les sciences se ratatinent ou non.

Ce qui compte, ce n'est pas qu'une petite partie des gens des pays capitalistes prennent davantage soin de leur santé, au moyen de la culture physique, d'une alimentation diététiquement bien agencée, de périodes de repos adéquates. Ce qui est en jeu c'est la tendance générale : la santé des gens, en général, se ratatine-t-elle ? L'aspect principal est-il la malbouffe, une absence d'activités physiques correctes, etc. ?

On est ici dans un jeu de tendance et de contre-tendance. Le développement du secteur de la santé peut masquer, gommer ou même contrecarrer certaines tendances. Aussi faut-il être capable de disposer d'une véritable analyse, fondé sur la dignité du réel, pour saisir le processus de décadence.

Un bourgeois niera la décadence, un petit-bourgeois la relativisera, un prolétaire qui n'a pas de vue d'ensemble, de conscience communiste, la regardera comme une sorte d'abstraction.



Cela est d'autant plus vrai alors que le mode de production capitaliste s'est largement développé. On ne peut pas s'attendre que parvienne à une saisie correcte de l'ensemble de la réalité un bourgeois collectionnant les œuvres d'art contemporain, un petit-bourgeois réduisant sa vie à la passion pour un club de football, un prolétaire entièrement tourné vers un art martial.

Ce qui joue dans les métropoles impérialistes, c'est le poids croissant de la subjectivité. Il faut un esprit de rupture pour être en mesure d'élever son niveau de conscience, de concevoir l'ensemble au moyen d'une vision du monde qui soit matérialiste dialectique.

Le prolétaire contestataire mais prisonnier d'une approche syndicale ne peut pas voir en quoi il y a, dans la dégradation de la qualité des articles du journal Le Monde, une expression de décadence, le reflet de la crise générale du mode de production capitaliste. Un intellectuel appréciant le cinéma et relevant de ce milieu ne peut pas saisir l'effondrement de la qualité cinématographique, étant noyé par la quantité de films, les moyens d'acquérir un certain prestige, le goût pour une vie contemplative de critique extérieur aux choses.



Il va de soi que lorsque la crise générale du mode de production capitaliste s'exprime, toutes les certitudes sont ébranlées, car il y a une profonde désorganisation dans tous les domaines. L'appareil productif, cœur même des moyens d'existence tant pour assurer les besoins vitaux que la culture, se voit ébranlé ; il est le lieu de passage de la crise dans les autres domaines, tout en étant lui-même le point de départ.

C'est pour cette raison qu'avec la crise générale du mode de production, le fascisme émerge comme proposition historique.

Le fascisme récuse le principe de décadence et considère que le système n'est pas mauvais en soi, mais qu'il a dégénéré. Il faudrait le revitaliser.



Les différents courants fascistes sont autant d'opportunismes de différentes nuances quant aux aspects à revitaliser.

Le concept communiste de décadence est tout à fait différent de celui de dégénérescence du fascisme. Le matérialisme dialectique ne considère pas que l'ordre dominant connaît des cycles, avec une naissance, une stabilité, une destruction, puis un nouveau cycle.

Le matérialisme dialectique considère que l'ordre dominant est le fruit de contradictions et que ces contradictions impliquent une révolution, où tout retour en arrière est impossible.



Le fascisme met ainsi en avant le principe de non transformation, de stabilité, avec une prétention de durabilité de la nation, l'État, la race, la petite production, etc. Les personnages Astérix et Obélix forment, dans une telle perspective, une propagande pétainiste, tout à fait en phase avec le fascisme à la française.

Le communisme met en avant le principe de transformation, avec une affirmation du caractère irréductible du mouvement et un agrandissement infini du cadre : du pays à une union socialiste internationale, à une planète socialiste, à une fédération socialiste des planètes, à une union interplanétaire, etc.

La crise générale du mode de production capitaliste doit être comprise ainsi comme un moment propre à un développement : c'est la fin de l'ancien et le début du nouveau.

C'est une étape qui a fait son temps et qui cède la place, de manière ininterrompue, à une nouvelle étape.

Comprendre la décadence de l'ancienne étape, c'est en même temps saisir ce qui est vivant dans la nouvelle étape. ■

Le rôle déterminant de la sur-alimentation pour le contournement des crises de surproduction de marchandises alimentaires et de capitaux liés à l'agro-industrie

Le capitalisme a contourné les crises de surproduction de marchandises alimentaires et de capitaux liés à l'agro-industrie pendant tout le 20e siècle en raison de la sur-alimentation. Celle-ci n'est pas sans conséquence et en raison de cela, le capitalisme se retrouve face à un mur au 21e siècle dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme.

En transformant l'agriculture, le capitalisme a formidablement bien développé les capacités de production alimentaire, rendant pratiquement impossible toute pénurie comme ce fut souvent le cas dans l'histoire de l'humanité. Seuls les pays à la marge du capitalisme et maintenus dans le sous-développement peuvent connaître ces pénuries aujourd'hui, notamment en Afrique.

Aux États-Unis, où l'agriculture s'est développée directement sous une forme capitaliste, le développement des capacités de production a été particulièrement marqué, permettant une immigration massive et très rapide avec la possibilité de nourrir tout le monde.

Le phénomène s'est produit ensuite, de manière plus lente et relativement moins prononcée, pour l'ensemble du monde capitaliste. Seuls quelques pays capitalistes comme la France, de part la loi du développement inégal, ont gardé une relative base agricole paysanne jusqu'à la deuxième moitié du 20e siècle, avant que le 21e siècle finissent d'y généraliser également l'agro-industrie.



Ce phénomène d'accumulation capitaliste dans le secteur agricole a produit de gigantesques monopoles dans la seconde partie du 20e siècle, avec des capacités productives immenses.

Dix groupes internationaux sont connus pour particulièrement truster le secteur (hors viande), détenant pratiquement l'ensemble des grandes marques existantes depuis les croquettes pour chien jusqu'aux eaux minérales en passant par les desserts. Ce sont les américains Kellogg's, General Mills, Mondelez, Mars, Coca-Cola et Pepsico, le britannique Associated British Foods, le néerlando-britannique Unilever, le français Danone et le suisse Nestlé, qui détient par ailleurs la première place dans le secteur agro-alimentaire.

Il y a en amont de ces groupes toute une chaîne agro-industrielle pour produire, récolter, raffiner et distribuer essentiellement des céréales et du sucre.

Tous ces groupes monopolisant la production agricole n'ont pas fait que la développer quantitativement. Il a fallu surtout changer la nature de la production elle-même, afin de pouvoir continuer à la développer quantitativement.

Le capitalisme par définition ne sait pas s'arrêter, il doit sans cesse élargir ses bases. On comprend facilement qu'en ce qui concerne l'alimentation, il peut rapidement se retrouver face à un mur. Quand les besoins alimentaires sont couverts, il n'y a plus de possibilité d'élargissement de la production, alors que l'augmentation des capacités de production a été largement plus rapide que l'augmentation de la population au 20esiècle.

D'abord aux États-Unis puis dans le reste du monde capitaliste, le risque a rapidement été celui de la surproduction de marchandises alimentaires et de capitaux agro-industriels, faisant s'effondrer un pan entier de l'économie. Cependant, si la surproduction dans le secteur agricole a existé et existe encore, de plus en plus, cela a été largement contourné pendant des dizaines d'années.

Le soutien à l'élargissement de la production a en fait été permis par l'élargissement de la consommation elle-même, avec ici un phénomène particulièrement important, lié à la nature de l'alimentation humaine, qui a soutenu le processus. Il faut prendre ici le temps de présenter en détail ce phénomène, pour bien le comprendre.

La particularité des marchandises produites par les grands groupes, à base de céréales et de sucre, est qu'il s'agit de produits agricoles raffinés. Si des légumes ne sont globalement que des légumes et sont produits comme légumes, puis vendus comme légumes avec peu de possibilités de transformation, il n'en est pas de même des céréales et du sucre.

Les céréales consommées depuis le 20e siècle par l'humanité n'ont plus rien à voir avec celles consommées auparavant, car elles sont entièrement raffinées, c'est-à-dire transformées dans des usines. Il en est de même du sucre, issus de la betterave (le sucre de canne à sucre est marginal). Cela permet bien sûr la réalisation d'une plus-value par l'exploitation du travail ouvrier dans ces usines et c'est un premier aspect.

Ce raffinage des céréales et du sucre a également permis au capital de se placer et à la surproduction agricole de s'écouler, un produit raffiné nécessitant par définition des machines ainsi que plus de matières premières qu'un produit brut directement vendu comme tel. C'est là un second aspect.



Pour ces deux raisons, durant le 20e siècle, les produits issus des céréales et à base de sucre se sont massifiés et généralisés dans les habitudes alimentaires.

Le troisième aspect, qui découle directement de cela et qui est véritablement déterminant, est que cette transformation qualitative de la production alimentaire a directement transformé l'humanité dans son rapport à la nature, par son alimentation.

C'est une contradiction de plus entre l'humanité et la nature, qui dans le cadre de la contradiction ville-campagne au 21e ne peut que renforcer la seconde crise générale du capitalisme.

Les céréales raffinées et le sucre modifient totalement le rapport métabolique à la nourriture, et plus précisément à la quantité de nourriture mangée.

Autrement dit, une alimentation traditionnelle est limitée quantitativement par la sensation de faim, qui régule l'apport en nourriture, mais il n'en est pas de même pour les céréales raffinées et le sucre. Ces derniers peuvent être mangés dans des proportions immensément plus importantes que pour une nourriture traditionnelle.

C'est précisément cela qui a joué un rôle déterminant dans l'élargissement du capitalisme dans le secteur agricole, évitant temporairement l'émergence d'une grande crise de surproduction dans le domaine agricole et participant à repousser l'émergence inéluctable de la seconde crise générale du capitalisme.

Voyons comment cela est possible.

La première chose à laquelle on pense quand on parle d'augmentation de la consommation alimentaire est l'épidémie d'obésité (au sens d'obésité morbide).

Il faudrait plutôt parler de l'épidémie de surpoids, car si l'obésité est généralisée dans un pays comme les États-Unis, elle n'existe que de manière marginale en France. Le surpoids par contre y est généralisé et relève exactement du même processus.

L'erreur serait ici de croire que le surpoids est une simple conséquence mécanique de l'augmentation de la production agricole, et donc de la consommation alimentaire.

C'est précisément cette vision des choses qui a été développée dans la seconde moitié du 20e siècle, comme discours reflétant directement l'intérêt des monopoles.
Il s'agit en particulier de l'artifice du comptage des kilocalories présentées par les aliments, avec le concept fantasque de « Calories ».

Le surpoids ne serait selon cette conception que la conséquence du déséquilibre d'une prétendue « balance énergétique », avec d'un côté les « Calories » ingérées et de l'autre celles « dépensées » par l'activité chimique de l'organisme.

Comptabiliser (statistiquement) le potentiel énergétique des aliments mangés n'a pourtant aucun intérêt pour un individu, ni pour sa santé en général, ni pour la régulation de son poids. Cela n'apporte aucune indication sur la façon dont sont métabolisés les aliments.

Cette aberration d'ailleurs n'était pas entendable pour les scientifiques des années 1930, qui connaissaient déjà très bien les raisons biochimiques de la prise de poids.

Le problème du surpoids est de nature qualitatif avant d'être quantitatif.



Le surpoids se produit quand, trop régulièrement, une partie de la nourriture (précisément des glucides) est stockée par l'organisme sous forme de graisse plutôt que d'être évacuée ou directement consommée énergétiquement (en fait surtout placée dans des stocks mobilisables facilement et rapidement, les réserves de glycogènes).

Ce n'est pas une affaire de quantité de nourriture en tant que telle, mais de forme de la nourriture qui ne peut pas être métabolisée correctement. On peut tout à fait manger insuffisamment, et produire de la graisse inutile. Cela tient précisément à la structuration chimique des aliments produits par les monopoles de l'agro-industrie, que sont les céréales raffinées et le sucre.

Pour comprendre cela facilement, on peut résumer la chose ainsi :



1) naturellement, l'organisme humain s'est développé par rapport à une consommation d'aliments demandant un travail de digestion particulier, car ceux-ci sont composés de beaucoup de fibres et parfois d'eau, et organisés chimiquement de manière complexe.

2) les céréales raffinées, le sucre, mais aussi les fruits en jus ou en sirop, par contre, existent sous une forme pratiquement pure chimiquement. Si les plantes savent gérer cela, tel n'est pas le cas de l'organisme humain, qui se retrouve débordé par un afflux de glucides pures très rapidement dans le sang.

Autrement dit, le travail devant être fait par l'appareil digestif pour décomposer les aliments et en extraire les glucides (ainsi que les acides aminés, les acides gras, les vitamines et les minéraux) a été lui-même approprié par le capital, dans les raffineries agricoles (supprimant au passage les acides aminés, les acides gras, les vitamines et les minéraux).

Le surpoids n'est qu'une conséquence de cela, un dommage collatéral. Ce n'est pas l'explication de l'élargissement de la production agricole et de la consommation alimentaire (et inversement).

Chez certaines personnes, dont les tissus sont particulièrement lipophiles, une grande partie de l'afflux massif de glucide dans le sang est transformé en graisse, ce qui les fait grossir. Chez d'autres personnes, qui mangent tout autant et aussi mal, cet afflux réussi à s'évacuer autrement sans se transformer en graisse, ou en tous cas beaucoup moins, et en tous cas jusqu'à un certain âge.



Ce qui est réellement déterminant par contre, c'est que, dans les deux cas, on a de la nourriture qui est non pas consommée véritablement en tant que tel (alors qu'elle remplirait son rôle nourrissant), mais qui est soit stockée inutilement, soit évacuée. C'est ainsi que la surproduction agricole est contournée, en produisant des marchandises alimentaires qui ne nourrissent pas, ou très peu, engendrant une hausse de la consommation.

Les personnes en surpoids mangent beaucoup justement pour compenser cela : puisque beaucoup d'aliments ne sont pas métabolisés correctement, alors il y a un manque et une sensation naturelle de faim. Comme de surcroît les produits raffinés et sucrés sont particulièrement attirants, de par l'attirance naturelle de

l'organisme pour des produits considérés par les capteurs comme étant énergétiques, alors le phénomène se renforce.

L'obésité n'est que l'exacerbation de ce phénomène, chez des personnes particulièrement aliénées par les marchandises des monopoles, qui ont abandonné leur organisme à ces marchandises.

Le surpoids par contre est généralisé dans un pays comme la France et reflète exactement la même situation, avec une consommation alimentaire décuplée par la pauvreté nutritive et énergétique des aliments consommés.

Cela concerne également de nombreuses personnes qui ne sont pas, ou pas encore, en surpoids.

Il ne faudrait pas penser ici qu'il ne s'agit que du sucre et des produits sucrés, alors qu'il s'agit également de toutes les formes de consommation des céréales raffinées, souvent à base de farine blanche : pain blanc moderne, pizza, quiches, tartes, céréales du petit-déjeuner, biscuits, etc.

Il ne faudrait pas penser non-plus que ce phénomène est récent, alors qu'il existe depuis le 19e siècle, puis s'est entièrement généralisé à la fin du 20e siècle. Le phénomène était d'ailleurs déjà connu au début du 19e siècle en France, alors que le capitalisme commençait à peine à s'approprier la production agricole et à en changer la nature.

En 1825, dans son brillant ouvrage **Physiologie du goût,** considéré en France comme l'origine de la gastronomie, Jean Anthelme Brillat-Savarin explique cela de manière très précise à travers de nombreuses pages, d'une incroyable clairvoyance pour l'époque alors que les connaissances biochimiques étaient encore limitées.

Voici un extrait où il évoque cela avec une grande acuité :

> « Le régime anti-obésique est indiqué par la cause la plus commune et la plus active de l'obésité, et puisqu'il est démontré que ce n'est qu'à force de farines et de fécules que les congestions graisseuses se forment, tant chez l'homme que chez les animaux ; puisque, à l'égard de ces derniers, cet effet se produit chaque jour sous nos yeux, et donne lieu au commerce des animaux engraissés, on peut en déduire, comme conséquence exacte, qu'une abstinence plus ou moins rigide de tout ce qui est farineux ou féculent conduit à la diminution de l'embonpoint.
>
> Oh mon dieu ! allez-vous tous vous écrier, lecteurs et lectrices ; ô mon dieu !
>
> Mais voyez donc comme le professeur est barbare ! voilà que d'un seul mot il proscrit tout ce que nous aimons, ces pains si blancs de Limet, ces biscuits d'Achard, ces galettes de…, et tant de bonnes choses qui se font avec des farines et du beurre, avec des farines et du sucre, avec des farines et des œufs !
>
> Il ne fait grâce ni aux pommes de terre, ni aux macaronis ! Aurait-on dû s'attendre à cela d'un amateur qui paraissait si bon ?
>
> Qu'est-ce que j'entends là ? ai-je répondu en prenant ma physionomie sévère, que je ne mets qu'une fois l'an ; et bien ! mangez, engraissez, devenez laids ; pesants, asthmatiques, et mourez de gras-fondu ; je suis là pour en prendre note et vous figurerez dans ma seconde édition…»

La différence bien évidemment depuis cette époque est que l'obésité, ou en tous cas le surpoids (synonyme d'obésité ici en 1825), ne concerne plus seulement des bourgeois ou des aristocrates s'adonnant sans-cesse à des repas copieux et réguliers, à base de produits raffinés, alors luxueux.

Les produits raffinés et sucrés sont devenus depuis tellement courants et quotidiens qu'ils suffisent à faire grossir, même pour une alimentation d'apparence non-excessive, et particulièrement pour les populations les plus pauvres.

Le capitalisme se retrouve cependant de nouveau face à un mur.

La pandémie de Covid-19 a particulièrement permis de pointer la dangerosité du surpoids, car les personnes particulièrement grosses sont très durement touchées par la maladie.



Il en est de même pour de nombreuses autres maladies directement liées à la sur-alimentation de produits raffinés, qui sont nécessairement remis en cause par le besoin de civilisation car faisant baisser l'espérance de vie de la population.

Il s'agit du diabète et des différents problèmes cardiovasculaires, ainsi que de nombreuses autres pathologies multifactorielles.

Précisons au passage que ce qui est vrai pour la surconsommation de produits agricoles raffinés l'est aussi pour la surconsommation de protéines animales, dont l'action sur les hormones de croissance est directement mis en cause dans le développement des cellules cancéreuses.

Il y a donc une contradiction de plus en plus exacerbée entre la nécessité pour l'humanité de se nourrir et le besoin qu'ont les marchandises alimentaires capitalistes de circuler et le capital lié à l'agro-industrie de se placer.

L'évitement pendant des années de la surproduction de marchandises alimentaires et de surproduction de capital lié à l'agro-industrie, n'a fait qu'amplifier le phénomène.

C'est un aspect déterminant de la seconde crise généralisée du mode de production capitaliste à notre époque. ■



Les crédits garantis en masse par les États pour les entreprises, une contribution forcenée à la surproduction

En raison de la pandémie de Covid-19, l'immense majorité des États capitalistes dont la France ont été contraints à mettre en place des mesures drastiques pour éviter la circulation du virus. Le confinement de la population, la fermeture de nombreux magasins et l'arrêt de nombreuses entreprises a arrêté la circulation capitaliste dans de nombreux secteurs.

En réponse, les États garantissent en masse des crédits aux entreprises. C'est une terrible contribution à la crise générale du mode de production capitaliste, car en ajoutant du capital dans la superstructure capitaliste qui enserre les forces productives, les capitalistes vont provoquer de terribles déformations et ajouter à la crise, ajoutant du capital au capital.

Contraction, recul, paralysie de l'économie ?



La seconde crise générale du mode de production capitaliste ne consiste nullement en un retour en arrière, un « recul » de la production. La production a en effet deux aspects : sa capacité à produire et sa production réelle. La crise se marque ici par une contradiction entre ces deux aspects.

Il ne s'agit pas d'en rester soit à la capacité à produire d'un côté, soit à la production réelle de l'autre. Il suffit de regarder la question de la production de masques.

La France a manqué de masques et n'a pas été en mesure d'en produire, en apparence. Cela amène tout un discours sur la capacité à produire et sur la perte du niveau industriel. Inversement, la Chine a pu en produire et on a souligné sa production réelle.



Une telle vision des choses est unilatérale. En effet, la production de masques est très facile à mettre en place si on a une base productive développée, ce qui est tout à fait le cas de la France.

Si elle n'a pas été capable d'assurer une transformation de sa base productive, c'est en raison de la base capitaliste, pas parce que ses capacités productives sont faibles. Quant à la Chine, elle produisait déjà des masques. Elle n'a fait qu'accentuer sa production.

Une capacité de production permet une production, mais cela n'est pas forcément le cas s'il y a des obstacles l'empêchant.

En fait, il faut cerner de manière dialectique le rapport entre capacité à produire et la production réelle, en sachant que tant l'un que l'autre se transforment de manière ininterrompue, et sont toujours en action et en interaction. À quoi s'ajoutent les superstructures juridiques, politiques, morales, etc.



Une crise par le crédit ?

Dans le mode de production capitaliste développé, les banques jouent un grand rôle. Elles avancent un capital dont les entreprises ont besoin pour tourner désormais, car il y a d'énormes forces productives en jeu. La moindre entreprise un tant soit peu sérieuse a besoin d'un capital solide pour s'établir. Il faut donc prendre des crédits au début, et même parfois de manière ininterrompue pour être en mesure de continuer à exister, par définition en s'étendant.

Karl Marx, dans *Le capital*, nous parle à un moment du crédit. Il nous dit : forcément, avec la crise, les créditeurs se montrent plus prudents, alors que ceux qui ont pris des crédits ne sont plus en mesure de les rembourser.

Il constate que :

> « Tant que le procès de reproduction poursuit son cours, continuant d'assurer par là le reflux du capital [le flux est le prêt, le reflux le retour du capital + un intérêt], il y a permanence et extension de ce crédit, et celle-ci repose sur l'extension du procès de reproduction lui-même.
>
> Dès que survient un arrêt, par suite de retard dans les retours, d'engorgement des marchés, de chutes de prix, il y a surabondance de capital industriel, mais existant sous une forme telle qu'il ne peut accomplir ses fonctions.
>
> Une masse de capitaux-marchandises, mais invendables.
>
> Une masse de capital fixe, mais inemployé en majeure partie par suite de l'arrêt de la reproduction.
>
> Il se produit un resserrement du crédit :
>
> 1) parce que ce capital est inemployé, c'est-à-dire reste bloqué dans une de ses phases de reproduction, parce qu'il ne peut accomplir sa métamorphose [= les crédits ne peuvent pas se relancer, car les anciens crédits n'ont pas encore été remboursés avec intérêt] ;
>
> 2) parce que la confiance dans le cours régulier du procès de reproduction est brisée [= le manque de perspective n'amène pas les capitalistes à fournir des crédits] ;

> 3) parce que diminue la demande de ce crédit commercial [= le manque de perspective n'amène pas les capitalistes à demander des crédits]. »

En apparence, on peut dire : il y a crise, car la production produit moins, que le crédit n'est plus disponible. Il y a une contraction de l'économie. Celle-ci a reculé. C'est ce qu'ont considéré les États capitalistes avec la crise sanitaire, car ils ne peuvent pas saisir la dialectique.

La compensation par les crédits ?

En France, la réponse a été triple. Il y a eu le chômage partiel, l'État disant de ne pas licencier et qu'il prendrait en charge le coût des salaires pendant cette période.



Il y a ensuite eu toute une série de prêts garantis par l'État aux entreprises (ce sont les banques qui prêtent, mais l'État se porte garant), afin qu'elles aient des moyens de continuer à tourner bien que les rentrées d'argent soient bloquées. Il y a eu aussi des reports, voire des suspensions des cotisations Urssaf.

Ce que l'État a fait, c'est de dire : la situation est gelée, je paie tout pendant ce temps-là, on repousse ce qui peut l'être, et après tout repart comme avant. La plupart des pays développés ont fait de même, chacun à sa manière mais selon la même dynamique générale.

L'idée est que l'on empêche la chute de la production et que l'on empêche l'atteinte de la capacité à produire, en ajoutant le capital qui vient à manquer dans la circulation.

Or, ce n'est pas du tout ce qui est en jeu. En effet, les forces productives restent ce qu'elles sont. C'est uniquement leur nature capitaliste qui est ébranlée.

Pour comprendre cela, il faut voir ce que les États ont craint, et voulu éviter, c'est-à-dire une crise des « liquidités ». Autrement dit, il s'agit de trésorerie, d'argent directement disponible sur les comptes pour payer les factures, les fournisseurs et les frais courants.

Il ne s'agit pas d'une crise des capacités de production, mais relevant des interdépendances entre les entreprises. L'État capitaliste, par son intervention, opère au niveau de ces interdépendances. C'est là qu'est tout le problème.

La crise générale du mode de production capitaliste n'est pas manque, mais surproduction de capital et de marchandises

L'État capitaliste considère que l'économie est gelée et qu'il y a un manque : un manque de capital en circulation, un manque de marchandises en circulation. Mais en réalité, le capital est là. C'est la circulation

capitaliste qui est bloquée. Comme toutefois pour les capitalistes et leur État, tout passe, tout n'existe que par cette circulation capitaliste, sans elle il n'y a plus rien.

Karl Marx nous présente le caractère réel du processus en cours lors de la crise :

> « Pendant la crise elle-même, chacun ayant quelque chose à vendre, mais ne pouvant le faire et étant pourtant obligé de vendre pour payer, la masse du capital qui est alors précisément la plus considérable, ce n'est pas celle du capital inemployé ou à caser, mais celle du capital gêné dans son procès de reproduction, bien que la pénurie de crédit soit la plus forte (et partant le taux d'escompte du crédit bancaire le plus élevé).
>
> Le capital déjà investi est alors, en fait, massivement inemployé, parce que le procès de reproduction est stoppé.
>
> Des usines sont arrêtées, les matières premières s'accumulent, les produits finis saturent le marché sous forme de marchandises.
>
> Il n'est donc rien de plus faux que d'attribuer pareille situation à un manque de capital productif.
>
> Il y a alors précisément excès de capital productif, soit par rapport à l'échelle normale, mais pour l'instant réduite, de la reproduction, soit par rapport à la paralysie de la consommation. »

L'État capitaliste pense qu'il manque quelque chose. La réalité est cependant à l'inverse : il y a trop de choses.

La compensation par les crédits ?

L'État capitaliste ne sait-il pas que les entreprises sont réelles et qu'elles existent même en dehors de la circulation ?

Il le sait bien entendu. Cependant, pour lui les entreprises relèvent de la propriété privée. En leur sein, tout passe par la propriété privée.

Il ne faut pas se leurrer ici sur le secteur public. L'hôpital n'a par exemple rien de public : tout le matériel employé vient d'entreprises capitalistes.

L'État emploie et gère, mais l'hôpital public n'est lui-même qu'un lieu de passage du mode de production capitaliste.

Il y a simplement une socialisation des dépenses dans le secteur de la santé, pas de secteur « public » au sens strict.

Un véritable secteur public ne connaîtrait pas une crise sous cette forme. En effet, si tout appartient au même propriétaire, alors



il n’y a pas tout ce jeu d’interdépendances, ce problème de « liquidités ». Il n’y a donc pas tous ces blocages. La répartition des différentes capacités productives serait bien plus facile à moduler. Les paramétrages seraient possibles, car on aurait l’ensemble des informations.

Il faut ici par contre bien faire attention. Quand on parle d’un seul propriétaire, cela ne veut nullement dire qu’on parle de socialisme. Un régime monopoliste d’État dispose relativement des mêmes moyens. Seul le socialisme en dispose absolument, car il saisit, de par sa nature idéologique, les transformations nécessaires. Un régime monopoliste d’État n’est à l’inverse qu’une immense bureaucratie.

Ce qu’il faut distinguer ainsi, c’est la circulation de capital dans un cadre de concurrence et dans un cadre monopoliste.

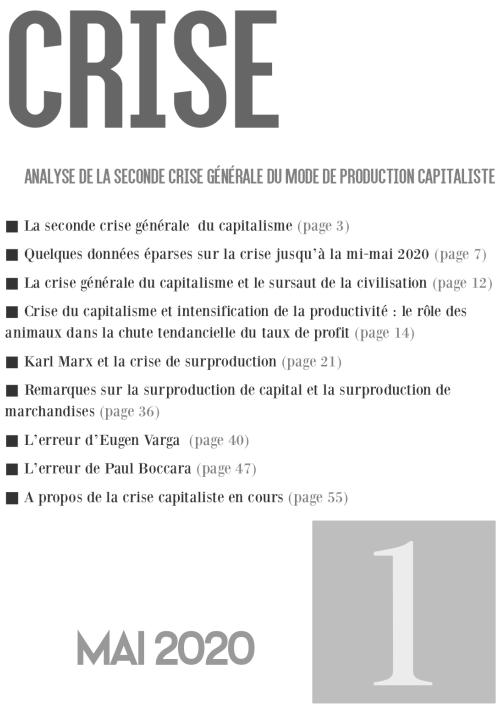
Les États ajoutent à la surproduction

Les États capitalistes ne sauraient résoudre la situation de toutes façons, et donc certainement pas en ajoutant du capital au capital. Cela ne fait qu’ajouter au problème. Car le capital apporté ne remplace pas un capital manquant, il va se surajouter à un capital déjà présent.

Le capital apporté vient compenser le fait que le capital existant est dispersé. Comme il est dispersé, il a mal circulé et il faut compenser à nouveau cette mauvaise circulation. Mais ce n’est pas réel, car c’est littéralement un édifice existant malgré la réalité des forces productives.

Il y a ici un aspect à creuser, à étudier dans les détails pour connaître les modalités de la crise générale du mode de production capitaliste pour cet aspect. ■





Pourquoi l'opinion publique française n'a-t-elle pas saisi immédiatement l'ampleur de la crise ?

Le premier critère pour saisir l'ampleur de la crise en France, c'est le PIB. Pour janvier, février, mars, il a chuté de 5,8 %. Pour avril, mai et juin, il est considéré que le chiffre est de 20 %. Alors que depuis le déconfinement, les activités reprennent très doucement, seulement, il est marquant que l'opinion publique n'est pas traumatisée. Il n'y a pas eu de basculement idéologique, culturel.

Les économistes avertissent qu'il va y avoir une catastrophe qui va venir, mais les Français :

- font entièrement confiance à l'État, tout en dénonçant le président et le gouvernement ;

- considèrent que l'horizon capitaliste est indépassable ;

- sont pétris dans un individualisme relativiste ;

- sont confinés dans un empirisme très égocentrique.

Ce qui a marqué dans l'opinion, c'est l'effondrement dans certains secteurs bien particuliers : l'hébergement, la restauration (-90 % pendant le confinement), les transports et l'entreposage (-59%). La fermeture des cafés, des restaurants, les routes vidées, tout cela a frappé l'expérience des gens. Il faut bien sûr également prendre en compte la fermeture des magasins ; cela s'est accompagné d'une chute approfondie de la consommation en général, à hauteur de 32 % début mai.

Si on ajoute à cela la dimension sanitaire de la crise, alors voilà de quoi largement occuper l'attention pour les Français qui ont attendu que les choses se passent, croyant dur comme fer que tout allait revenir à la normale.

Il a bien entendu été souligné que la situation était particulièrement difficile pour les employés des supermarchés et pour ceux continuant de travailler dans l'industrie, mais cela a été considéré comme un prix à payer pour aller, en continuité, à une certaine normalité censée être de retour à court terme, le gouvernement ayant toujours masqué le caractère prolongé de la crise sanitaire.

Tout cela est terriblement infantile, à tous les niveaux, surtout que ce n'est pas là que s'est joué le noyau dur de la crise. En effet, c'est bien toute l'économie qui a encaissé le choc de la crise sanitaire.

Pour l'industrie, les services, la construction, la chute des activités au début du mois de mai 2020 a été de 33 % et, à la fin du mois, le chiffre était toujours de 21 %. Ont été particulièrement touchées la construction (-75 % pendant le confinement) et l'industrie (-38 % pendant le confinement).

Si l’on prend qui plus est la fabrication de matériels de transport (-69 % pendant le confinement) et celle d'équipements électriques, électroniques, informatiques, de machines (-61%), on comprend aisément que cette crise à la fois puise et se répercute sur les autres secteurs. C’est toute une production destinée à des secteurs productifs qui a été torpillée.

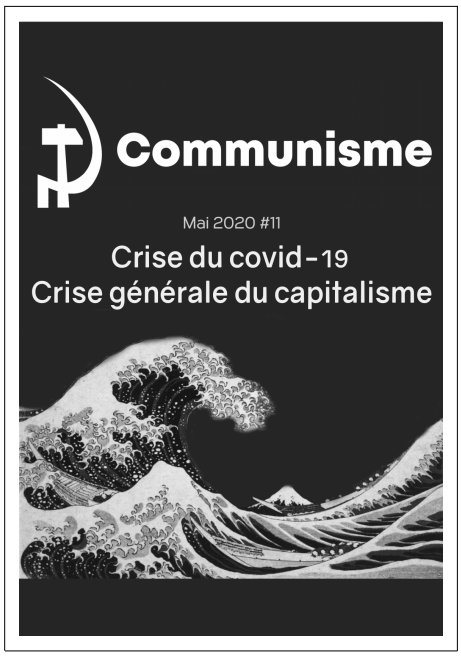
Cela veut surtout dire que pendant avril-mai, l’économie française fonctionnait grosso modo au 2/3. En général pour les trois premiers mois de l’année, il y a un recul général de 5 % des activités, alors que pour avril-mai le recul atteint 30 %, avec une sortie progressive seulement.

La crise est donc d’une ampleur incroyable.Il est évident que l’industrie, les services, la construction représentent une base bien plus large, en termes d’ouvriers, d’emplois, d’économie, etc., que l’hébergement, la restauration et les transports. Pourquoi alors la crise est-elle perçue comme une « glaciation » visant surtout ces derniers secteurs et non pas l’économie en général ?

Il y a ici un aspect à analyser en profondeur, qui tient à des raisons idéologiques et culturelles. La primauté du centre-ville, le télétravail massif des couches supérieures des entreprises… ont monopolisé l’expression de l’opinion, comme expression de la contradiction entre travail manuel et travail intellectuel, entre villes et campagnes.

Si les gilets jaunes avaient vraiment été un mouvement petit-bourgeois tourné vers le peuple, ils se seraient saisis de cette question, cherchant à mobiliser les prolétaires comme alliés. Naturellement, ils n’ont rien vu de tout cela, étant une simple expression d’un secteur de la petite-bourgeoisie en crise, annonçant la crise générale du capitalisme.

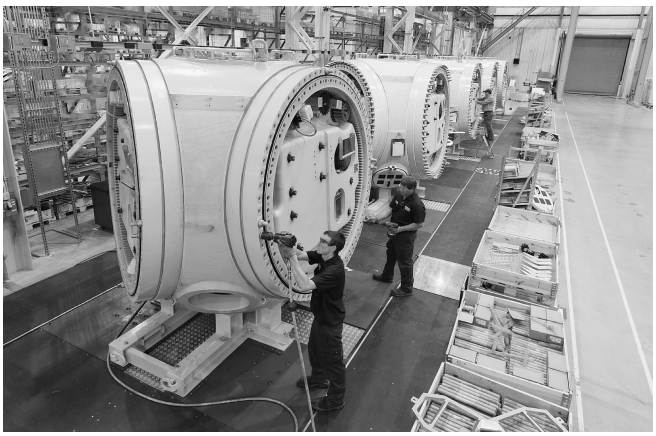
Il y a ainsi la crise telle qu’elle a été perçue… et celle qui s’est réellement déroulée.■



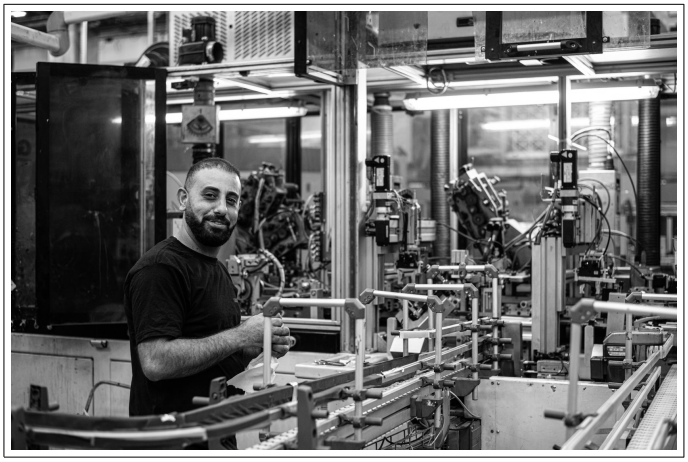
La vague de faillites et de licenciements attendue à partir de septembre en France

La première grande secousse dans l'économie française ne sera probablement pas visible en tant que tel avant la fin de l'été. Entre le 1er mars et le 17 mai 2020, il y a eu 53 plans sociaux initiés en France, concernant 2 853 suppressions de postes. C'est très peu au regard de la situation économique.

Si le chômage a connu un nouveau bon historique de 22,6 % en avril, après celui de mars déjà historique (+ 7,1%), cela ne reflète pas une vague de licenciement. Les 843 000 demandeurs d'emplois (de la catégorie A) supplémentaires sont surtout des personnes ayant fini un contrat, qui ne sont pas renouvelées, et qui se cumulent aux personnes déjà inscrites qui par contre ne trouvent pas d'emplois.



Les chiffres sont pourtant vertigineux, avec une augmentation d'un million du nombre de demandeurs d'emplois depuis la fin janvier. Cela porte les effectifs de chômeurs à 4,575 millions de personnes, alors que la barre symbolique de 4 millions de chômeurs n'avait jamais été franchie en France. Ce n'est cependant qu'une première étape, ne faisant que préfigurer la vague immense de faillites et de licenciements à venir.



Si les entreprises n'embauchent plus, pour l'instant elles ne mettent personne à la porte, ni ne mettent la clef sous la porte. Nombre d'entre elles-sont maintenues sous respiration artificielle par l'État qui a rapidement mis en place un « plan d'urgence » de plus de 100 milliards d'euros au moment de l'arrêt de l'économie en raison du confinement sanitaire.

Le principal dispositif de ce plan est celui de chômage partiel, particulièrement important en France, avec 8,6 millions de salariés concernés en avril, à raison de près de 3 semaines par personnes en moyenne. En tout, le chômage partiel, c'est-à-dire la prise en charge de la rémunération ou d'une partie de la rémunération par l'État, a concerné un tiers des salariés du secteur privé, pour un dispositif budgétisé à 24 milliards d'euros par l'État pour l'instant.

Il y a également des reports de charges sociales, voir des suspensions dans certains cas, des subventions, des garanties de prêt (dont certaines s'ajouteront à celles prévues par le plan initiale de 100 milliards d'euros).



Tout cela est gigantesque et masque à grande échelle la réalité de la situation économique des entreprises du pays. Le problème d'un tel dispositif, on le comprend aisément, est qu'il faut à un moment en sortir. Et c'est là où le bât blesse, faisant craindre une vague massive de faillites et de licenciements, attendue dès le mois de septembre.

L'État ne se désengage que petit à petit du dispositif de chômage partiel. À partir du 1e juin 2020 pour les entreprises encore concernées, l'État prendra en charge 60 % des salaires, plutôt que 70 % initialement. Et encore, ce recul ne concerne pas le secteur du tourisme.



Mais petit à petit, les entreprises touchées par la crise vont devoir à nouveau assurer financièrement les salaires, ainsi que les différentes charges, que ce soit de nouvelles échéances ou bien celles qui avaient été reportées, alors que les éventuels prêts pèseront lourds dans leur bilan. Pour autant, l'activité économique ne retourne pas à la normale, alors que l'immense taux de chômage lui-existant déjà ne fait qu'appuyer la difficulté de la situation économique.

Une vague de faillites et de licenciements est donc imminente, après que beaucoup d'entreprises aient essayé de se relancer pendant plusieurs semaines, puis constatent leur échec. Cela ne sera toutefois pas immédiat, en raison de la perfusion mise en place par l'État bien sûr, mais aussi du fait qu'il existe en France des procédures devant être mises en place avant les faillites ou les licenciements.

Les cabinets d'avocats et de conseil spécialisés dans cette mise en place voient déjà arriver, et même parfois depuis plusieurs semaines, un afflux de dirigeants d'entreprises concernés par cela. Il n'y a bien sûr pas de chiffre précis, tant ces informations sont par nature confidentielles, éparses, difficile à comptabiliser. On peut néanmoins facilement constater les nombreuses citations dans la presse de tels témoignage, dont en voici quelque-uns significatifs :



« C'est un tsunami de dépôts de bilan que nous affronterons en septembre. » Philippe Druon, directeur du département « restructuring » du cabinet d'avocats Hogan Lovells.

« Dans les secteurs les plus affectés (automobile, aéronautique, tourisme, restauration, hôtellerie), nous voyons une vague de restructurations se préparer. Elle débutera dès le mois de juin et pourrait atteindre son pic à l'automne. » Pierre Ferracci, président du cabinet Alpha, spécialiste des restructurations d'entreprise.



« Dès le début du confinement, des entreprises m'ont sollicitée pour préparer des plans sociaux dans les secteurs les plus touchés, comme la restauration et l'hôtellerie ». Isabelle Mathieu, avocate associée chez Daem Partners.

« De nombreuses entreprises sont en grande tension financière et déposeront le bilan ou seront en procédure de prévention dans les prochains mois », Cédric Colaert, associé du cabinet Eight Advisory, spécialisé dans le soutien aux entreprises en difficulté.

« Tous les indicateurs montrent une chute de la production très forte, des trésoreries très atteintes et des répercussions sur l'emploi. Je crains que les licenciements en nombre soient inévitables ». Raymond Soubie, président du cabinet de conseil en ressources humaines Alixio, ancien conseiller social du Président Nicolas Sarkozy.

Fin mai, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire expliquait lui-même à la radio qu'il y aura des faillites et des licenciements dans les prochains mois. Le mois de septembre est donc l'échéance attendue pour le début de la vague, après la période particulière de l'été et le temps de la mise en place des procédures.



Cela étant, la dynamique menant à une vague de faillites et de licenciements est déjà belle et bien enclenchée, avec déjà des procédures en cours ou des annonces. On pense bien sûr au groupe Renault, qui a annoncé fin mai la suppression de 4 600 emplois en France (et 10 000 ailleurs dans le monde).



En pratique, il n'est pas prévu que ce soit des licenciements, mais des reconversions et des non-renouvellements de contrat. Cela aura toutefois des répercussions sur le taux d'embauche industrielles dans le pays et surtout entraînera une réaction en chaîne dans la sous-traitance automobile, qui n'a pas les même capacités d'adaptation qu'un grand groupe.

Déjà fin avril, le groupe équipementier automobile Novares, qui a 12 000 salariés dont 1300 en France, demandait à être placé en redressement judiciaire avant d'être sauvé in extremis, et temporairement, par une transformation d'un quart de ses créances en actions, ainsi que par l'obtention de presque 150 millions d'euros de prêt.



Il y a l'aéronautique également, où l'on sait déjà que la crise sanitaire aura été dévastatrice pour le secteur. Des dizaines de milliers de suppressions d'emplois ont déjà été annoncées dans le monde par de nombreuses compagnies aériennes, alors que beaucoup d'autre attend le passage de l'été pour constater véritablement les dégâts.



En France, comme dans toutes l'Europe de l'Ouest, le secteur aérien est particulièrement saisonnier avec des bonds de fréquentation l'été qui portent largement de nombreuses compagnies ; le bilan de la saison estival sera déterminant pour le secteur.

Cela est vrai a fortiori pour l'industrie aéronautique, au début de la chaîne économique. En Europe, Airbus devra forcément procéder à des réductions d'effectifs pour supporter la crise. Le quotidien britannique The Telegraph a par exemple parlé de plusieurs sources indiquant un plan d'au moins 10 000 emplois supprimé, ce qui serait un peu moins que les 10 % d'effectifs en moins déjà annoncés par son concurrent américain Boeing. Il y a également eu des rumeurs de plan sociaux massifs de la part de grands équipementiers comme Daher (3000 emplois concernés) ou Derichebourg (700 emplois).

Plus concrètement et directement, il y a déjà en France des plans sociaux ou des préparations de faillites, surtout dans le secteur commercial, violemment touché pendant deux mois et peinant à repartir. Les enseignes Alinéa, La Halle, André, Naf-Naf, Orchestra Prémaman, Tie Rack, Parashop, 5 à Sec, sont déjà en redressement judiciaire ou en procédure de sauvegarde. Conforama est également au bord de la rupture, avec 181 magasins sur les 200 du groupe qui n'ont pas pu ouvrir en mai par impossibilité d'assurer les salaires et les commandes aux fournisseurs.



Évidemment, les difficultés pour ces groupes ne sont tombées du ciel avec le confinement. Au contraire, la crise sanitaire n'a fait que renforcer la crise en cours en accentuant les contradictions, qui se sont retrouvées exacerbées par deux mois d'inactivité.
En raison de ces difficultés déjà présentes dans de nombreux secteurs et en tous cas pour de nombreuses entreprises, les banques ne seront pas (ou ne sont déjà pas) en mesure de prêter à certaines entreprises, même avec la garantie de l'État (qui ne s'applique qu'à hauteur de 80 % ou 90 % d'un crédit).



De son côté, l'AGS, qui est l'organisme patronal de garantie des salaires prenant en charge les impayés des entreprises en redressement ou liquidation judiciaire, redoute dans les semaines à venir une multiplication des procédures judiciaires.

L'organisme, dont le rôle est d'être un garde de fou afin d'éviter les dégâts causés par les faillites, craint directement pour sa santé financière, et donc son rôle. Ce n'est pas moins que d'un milliard d'euros d'ici à la fin de l'année dont l'organisme estime avoir besoin pour tenter de faire face, tellement la vague de faillites et de complication pour les entreprises s'annonce massive. ■

La Belgique, particulièrement touchée par la crise du covid-19

La Belgique a été très touchée par le Covid-19 avec un nombre de décès par habitant parmi les plus élevés au monde. Le système de santé s'est retrouvé très en difficulté, reflétant ainsi des problèmes structurels au niveau de l'État, avec un système de santé qui a récemment été régionalisé.

Le service public fédéral de santé a été très critiqué par les personnels sanitaires pour son incapacité à gérer la situation, à prendre des décisions, à donner des indications claires, ainsi qu'à fournir des masques, des tests, etc. L'arrêté royal de réquisition du personnel médical, particulièrement mal venu alors que celui-ci était déjà largement sur le front, a montré un grand décalage entre l'État et la société belge.

Dans ce contexte de fragilité étatique exacerbée par la crise, le pays est frappé fortement sur le plan économique. L'économie a connu un grand coup d'arrêt avec les mesures de confinement, avec plus d'un million de salariés concernés par les mesures de chômage temporaire (30 % des effectifs du secteur privé) et plus de 300 000 indépendants devant cesser leurs activités.

Comme dans beaucoup de pays, l'horeca (acronyme désignant le secteur d'activités de l'Hôtellerie, de la Restauration et des Cafés) est particulièrement touché et en tous cas, l'attention est focalisée dessus.

Ce qui est redouté, c'est une « déferlante » de faillites dans le secteur, comme l'a annoncé l'étude faite par un groupe spécialisé dans le domaine des entreprises relayée par la presse. Il y aurait plus d'un établissement sur deux au bord du gouffre, sans visibilité (à la toute fin mai) sur la date d'une reprise possible d'activité.

Les mesures de distanciation sociale, ainsi que la crainte que pourront avoir les clients de revenir, ne permettra évidemment pas la reprise d'une activité normale. Dans l'hypothèse où le secteur pourrait repartir dès la mi-juin et pour toute la saison estivale, au moins un quart des établissements devrait finir la saison avec de graves difficultés financières. Il pourrait y avoir plus de 5000 faillites sur l'année dans le secteur, alors qu'elles sont au nombre de 1300 en moyenne habituellement. Le pays s'apprête déjà à voir de nombreux bars et restaurants habituels ne plus pouvoir rouvrir bientôt.

Pour le reste de l'économie, les statistiques n'abordent pour l'instant (30 mai) que le premier trimestre de l'année, l'État belge n'étant pas ou très peu en mesure de fournir des statistiques plus récentes. Elles sont cependant déjà très significatives.

Mis à part les secteurs agricole et financier qui sont comptabilisés différemment, il y a pour l'ensemble des entreprises du pays une baisse de chiffre d'affaires total de 4 % par rapport à l'an passé. Cela seulement pour de janvier à mars, donc.

En ce qui concerne le secteur industriel sur la même période, la baisse est de 12,6%. Pour le mois de mars, l'indice de la production industrielle montrait une baisse de 3 % à 5 % suivant la méthode de calcul, par rapport à l'an passé.

Un autre indicateur plus récent permet cependant d'avoir un premier aperçu de la situation en avril. L'indice des prix à la production de l'industrie (hors construction), a diminué de 2,4% au mois d'avril (par rapport à l'an passé) et même de 5,8% en ce qui concerne uniquement l'énergie. C'est principalement dû à une moindre pression sur la demande énergétique et de matières premières ; cela signifie que l'activité générale du pays a fortement régressé en avril.

Malgré l'absence de données précises communiquées officiellement par l'État, il y a toutefois des prévisions par rapport à la situation à venir. Selon la Banque Nationale et le Bureau du Plan, l'impact du covid-19 sur l'économie belge devrait entraîner une baisse du PIB de 8 %.

Selon le gouverneur de la Banque Nationale, Pierre Wunsch, c'est du jamais vu, avec « une perte qui est un multiple de ce qu'on a vécu pendant la crise financière [de 2008], donc une crise très aiguë et très profonde ».

La Banque Nationale est néanmoins très confiante, ou en tous cas prétend l'être et dit envisager un « fort rebond en 2021 », qui permettrait de retrouver pratiquement le niveau initial. Vue la faiblesse structurelle de l'État, alors que la dépression de l'économie va être mondiale et concernera de nombreux domaines, on a évidemment beaucoup de mal à y croire.

L'État belge et l'économie belge vont se retrouver par ailleurs particulièrement affaiblis par le poids de la dette publique, qui devrait atteindre au moins 115% du PIB. Le déficit public serait alors de 7,5%, ce qui est très loin de l'obligation légale européenne d'un déficit n'excédant pas les 3 %. Le déficit était d'ailleurs déjà important avant la crise, s'élevant déjà de 12 milliards d'euros en mars.

Les entreprises elles-mêmes vont se retrouver très endettées, car les plans d'aides qui se mettent en place seront surtout des crédits (quand ils seront accordés) et cela pèsera sur leurs bilans, donc leurs capacités à absorber du capital et à consommer des marchandises.

Les exportations, particulièrement importantes en Wallonie (dont un tiers de produits pharmaceutiques), s'élevant à prêt de 50 milliards d'euros en 2019, vont être fortement perturbées dans le contexte international de resserrement des économies nationales. La baisse attendue pour 2020 est de 13 % à 18%.

Comment un petit pays comme la Belgique, dont la population est de 11,5 millions d'habitants, qui bénéficie largement du grand marché capitaliste européen, va-t-il aborder la crise, dans un contexte de recul généralisé du capitalisme et d'accroissement des concurrences nationales ? Il faudra regarder cela avec attention, comme marqueur significatif dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme. ■

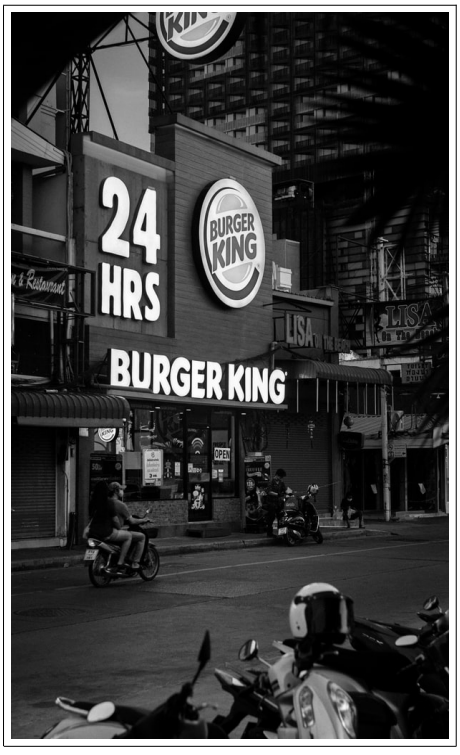
L'AFFRONTEMENT SINO-AMÉRICAIN AU CŒUR DE LA CRISE

La compétition sino-américaine, qui porte la tendance à la guerre, a encore passé un cap avec la crise sanitaire, puisque la superpuissance américaine dénonce la superpuissance chinoise en formation comme ayant été la cause directe ou indirecte de la crise. Mais, surtout, les deux pays sont terriblement frappés par la crise générale du mode de production capitaliste, Cela va accélérer leur fuite en avant.



Dialectiquement, cette fuite en avant qui existait avant la crise a elle-même été un détonateur de la crise générale du mode de production capitaliste. Il ne peut pas y avoir une compétition entre les deux principales économies mondiales, particulièrement massives, sans une pression gigantesque à l'échelle mondiale. La crise sanitaire est de fait un produit direct du développement du capitalisme chinois.

Le 14 mai, Donald Trump a d'ailleurs affirmé à l'émission économique de Fox News qu'il pourrait y avoir une rupture complète de l'économie américaine avec la Chine.



C'est là évidemment une prétention irréalisable à court terme, mais cela donne le ton.

L'option du conflit est assumée et il faut commencer à se séparer pour ne pas y perdre lorsque cela arrivera. L'idée est que soit la Chine s'effondre économiquement en raison du découplage d'avec les États-Unis, car ne pouvant plus assumer son économie alignée sur une perspective de croissance énorme… Soit il y a affrontement militaire pour empêcher la Chine d'atteindre un certain niveau.

Les choses sont tout à fait claires et les va-t-en-guerre appellent à choisir leur camp également. Mathias Döpfner, le responsable de Axel Springer SE, le plus grand groupe de presse allemand (avec un chiffre d'affaires de plus de 3 milliards d'euros), a ouvertement appelé le 3 mai à ce que l'Union européenne choisisse entre les États-Unis et la Chine.

Il explique que l'entrée en 2001 de la Chine dans l'Organisation Mondiale du Commerce a été une grande erreur, qu'entre 2001 et 2019 la Chine a augmenté de manière significative son poids dans le PIB mondial (de 7,84 % à

19,24 %), alors que l'Europe reculait (de 23,5% à 16,05%), tout comme les États-Unis (de 20,18 % à 15,03 %).



Il affirme donc qu'il faut rompre ouvertement avec la Chine, que l'Allemagne a un commerce annuel de 200 milliards d'euros avec la Chine et qu'il est finalement possible d'encaisser tout cela, puisque le chiffre total du commerce allemand est de 2 400 milliards d'euros. Il vaut mieux rester dans un cadre connu avec les États-Unis que d'arriver à une situation où l'Eurasie est liée à la Chine et les États-Unis une sorte de grande île, comme l'a formulé le diplomate Henry Kissinger.

Les États-Unis poussent en ce sens, suivant le principe qu'il vaut mieux un mauvais partenaire connu qu'un partenaire plein de promesses mais présentant toujours un risque.



Ils ont ainsi ouvert un accès facile au dollar pour plusieurs banques centrales. Sont concernés le Canada, l'Angleterre, le Japon, la Suisse, l'Union européenne, qui peuvent désormais utiliser le dollar comme liquidités de manière bien plus aisée.

Cela renforce la crédibilité du dollar dans une situation instable et cela lie encore plus les économies. La Chine, justement, ne dispose pas d'un tel outil monétaire. C'est là une différence qualitative entre une superpuissance installée et une superpuissance en devenir. La Chine n'a pas encore de système relativement fermé propre à elle. Elle est d'ailleurs isolée par la superpuissance américaine, qui a organisé un cordon sanitaire autour d'elle (Vietnam, Philippines, etc.).



Ce qui est frappant ici, c'est que l'irruption de la crise devrait, si elle était abordée rationnellement, neutraliser la compétition sino-américaine.

En effet, l'impact est marquant et on aurait pu penser que les capitalistes allaient, logiquement, œuvre en commun pour réparer les dégâts. Ce n'est évidemment pas le cas, car les choses ne sont pas « logiques », mais dialectiques. On va vers une compétition d'autant plus grande que la crise est terrible.

Aux États-Unis, rien qu'en avril, 20 millions d'emplois ont été détruits. 8,6 millions de ceux-ci concernent les hôtels et les agences de voyage, 3,4 millions le commerce, 2,4 millions la construction. D'ailleurs, en ce dernier domaine, les constructions de maisons individuelles en avril 2020 ont chuté de 30 % par rapport à l'année précédente. La production de textile a chuté de 21 %, l'industrie en général de 13,7 %.



La Chine a été durement touchée également. Si l'on prend les mois de janvier et de février 2020 et qu'on les compare à l'année précédente, on voit que la production a chuté de 31,8 % dans l'automobile, de 28,2 % dans les machines, l'industrie navale, l'aéronautique, le ferroviaire, de 26,9 % pour les objets métalliques et de 25,2 % pour ceux en plastique, de 18,2 % dans l'alimentation.

Les profits des industriels chinois ont chuté de 36,7 % pour les trois premiers mois de 2020, de 27,4 % pour les quatre premiers mois. Des 41 secteurs industriels chinois, seulement 8 étaient revenus à des profits au mois de mars, seulement 23 en avril.

Par rapport à l'année dernière, les exportations ont chuté de 17,2 % pour les deux premiers mois de 2020, de 6,6 % en mars, pour croître de 3,5 % en avril. Rien qu'au mois d'avril, les importations ont chuté de 15,2 %. C'est une terrible blessure pour la Chine qui essaie de décrocher du statut de simple pays exportateur et qui se voit même affaiblie à ce niveau.



Le PIB chinois a en pratique chuté de 6,8 % au premier trimestre 2020, alors qu'il croit annuellement d'entre 7 et 9 % normalement. Déjà l'année dernière la croissance avait été de 6,1 %, alors que de 1989 à 2019 c'était 9,4% en moyenne.

La croissance chinoise sera d'environ 1,5 – 2,5 % en 2020 a priori, ce qui est un chiffre intenable pour l'économie chinoise, largement monopoliste et ne disposant d'un certain équilibre que par l'extension à marche forcée. Comment, avec cela, devenir une superpuissance et non plus une usine du monde ?

Là est la véritable question. ■

L'affrontement Chine – États-Unis, au cœur de la bataille pour le repartage du monde

La question de la guerre impérialiste est incontournable du point de vue communiste. Historiquement, après 1918, les socialistes ont prétendu que le capitalisme avait pris le virage de l'organisation et qu'il était désormais en mesure d'éviter les conflits militaires. Cette thèse fut reprise après 1945 par Eugen Varga en URSS, qui parla pareillement d'un capitalisme organisé, cette fois au moyen de l'État devenu « neutre ». Cette thèse fut ensuite assumée telle quelle par Nikita Khrouchtchev devenu le dirigeant de l'URSS révisionniste.

La troisième Internationale s'est battue durant toute son existence contre le point de vue socialiste d'un capitalisme pouvant cesser d'aller en direction de la guerre impérialiste. Malheureusement, après 1945, le révisionnisme a profité de la grande force du camp de la paix pour faire passer en contrebande une lecture contre-révolutionnaire de la « coexistence pacifique ». Staline s'est opposé au révisionnisme, mais il a commis des erreurs permettant l'apparition à la surface de courants opportunistes et révisionnistes avec la constitution de 1936 et le XIXe congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique.

Nikita Khrouchtchev et ses successeurs ont directement repris les thèses d'Eugen Varga. Il n'y aurait plus de stade impérialiste du capitalisme, mais un « capitalisme monopoliste d'État » dont le comportement serait rationnel. Palmiro Togliatti en Italie et Maurice Thorez en France ont été de grands représentants occidentaux de cette théorie de la « coexistence pacifique ».

La Chine populaire a sous la direction de Mao Zedong mené une grande bataille pour dénoncer cette ligne révisionniste concernant l'impérialisme et la tendance à la guerre. Elle a souligné l'agressivité de l'impérialisme américain et montré la nature traîtresse de l'URSS révisionniste. Elle a compris la restauration en URSS et compris sa transformation en social-impérialisme.

Pour les communistes, cette notion de social-impérialisme est très importante. Elle conceptualise le changement de base dans un État anciennement socialiste. Lorsque la bourgeoisie reprend le pouvoir dans un pays devenu socialiste, elle prend immédiatement un caractère monopoliste, modifiant l'appareil d'État en fonction de ses propres intérêts. Mao Zedong a parlé de l'URSS en ces termes dans les années 1960 : « En URSS aujourd'hui,

c'est la dictature de la bourgeoisie, la dictature de la grande bourgeoisie, c'est une dictature de type fasciste allemand, une dictature hitlérienne ».

Ce n'est pas tout : Mao Zedong a également affirmé que trois mondes se dessinaient. Deux puissances impérialistes, de par le poids, leur ampleur, prenaient le dessus et formaient des superpuissances. C'est là une conséquence du développement inégal. Les puissances impérialistes tels la France ou la Grande-Bretagne ne pouvaient que se placer dans l'axe d'une des superpuissances. Les nations opprimées se voyaient exploitées à la fois par les pays impérialistes et les superpuissances à l'échelle mondiale.

Cette thèse est valable aujourd'hui encore, à ceci près, bien sûr, que la Chine a remplacé l'URSS. L'URSS d'après 1953 était un pays social-fasciste, avec une bourgeoisie ayant pris les commandes de l'État, restauré le capitalisme, avec de puissants monopoles. La Chine a comme but de devenir une superpuissance et d'arracher l'hégémonie à la superpuissance américaine. Toute l'histoire des conflits impérialistes a désormais cet affrontement comme arrière-plan.

Il ne s'agit pas de surestimer la puissance chinoise. Le régime chinois est social-fasciste : social en paroles, fasciste dans les faits. Il vise à devenir un impérialisme en tant que tel, mais il y parvient tout en n'y parvenant pas. Là réside sa nature à la fois fragile et puissante, telle la Russie d'avant 1917, qui fut un colosse aux pieds d'argile.

La Chine connaît un retard très important à tous les niveaux, parallèlement à ses importantes avancées. Le PIB par habitant était ainsi de 4 550 dollars en 2009, 5 325 dollars en 2012, 7 124 dollars en 2014, puis de 8 738 en 2018. C'est une progression énorme. En même temps, cela signifie que la Chine est simplement arrivée en 2018 au niveau du Botswana, du Mexique, de Cuba, de la Bulgarie. Ce qui joue ici, de manière inégale, c'est bien entendu la taille de la population chinoise, qui est de pratiquement 1,4 milliard d'habitants. La dimension quantitative apporte une dimension qualitative, et inversement. Il y a d'immenses métropoles qui se fondent, avec des infrastructures avancées… mais la moitié de la population qui travaille dans l'agriculture échappe en même temps encore à cette « modernisation » capitaliste agressive. La crise du coronavirus est directement issue d'un niveau productif arriéré avec des ventes d'animaux vivants ou morts littéralement sur le tas.

Cela se lit aussi directement dans les dépenses militaires. Au début des années 1990, le budget militaire chinois était de quelques milliards de dollars par an. Il était de 120 milliards de dollars en 2012, de 175 milliards en 2018. Il est même considéré que dans les faits, il est plus élevé, d'environ 5-15 %. C'est là un niveau de militarisation énorme, l'approche étant résumée en 2015 par la formule du dirigeant chinois Xi Jinping : *Pays prospère, armée puissante.* Cela montre bien que les forces monopolistes sont à la direction et développent une agressivité militaire systématique. La mer de Chine méridionale est l'objet particulier

d'une conquête au moyen d'îles artificielles et de formation de bases navales, rendant explosif les rapports notamment avec le Vietnam et les Philippines.

En même temps, le budget militaire chinois ne forme même pas la moitié de celui de la superpuissance américaine. Avec 649 milliards de dollars (et 718 milliards en 2020), les États-Unis ont une avance considérable dans la militarisation, les traditions militaires, les capacités de projection, l'accumulation de matériel, le nombre de bases dans le pays et à l'extérieur, etc. Il y a un décalage énorme – qui renforce en retour les tensions, la superpuissance américaine ne comptant nullement attendre que la superpuissance chinoise en formation aboutisse à ses fins.

C'est l'explication de la guerre commerciale lancée par Donald Trump, avec finalement une trêve en janvier 2020, la Chine devant acheter 200 milliards de dollars de produits américains. Il faut bien parler de trêve, car parallèlement, l'administration chinoise et les services publics se sont vus ainsi exiger par l'État la suppression de tout matériel informatique étranger, ainsi que de tout programme informatique étranger, dans les trois ans. Et, entre 2016 et 2019, les échanges commerciaux entre la Chine et la Russie sont passés de 69 milliards de dollars à 110,75 milliards de dollars, marquant une alliance relative.

Ce rapprochement russo-chinois est un échec pour Donald Trump, qui cherchait à empêcher justement cela en établissant de nouveaux rapports américano-russes. La stratégie américaine vise d'ailleurs également à conserver l'hégémonie militaire dans les mers, pour pousser le militarisme chinois à avoir une perspective terrestre dirigée contre la Russie et l'Inde. Ce dernier pays s'est dans ce cadre largement rapproché des États-Unis… Alors que le Pakistan profite de l'appui chinois. Il faut enfin noter que si le Japon et la Corée du Sud sont alliés tous deux aux États-Unis, les deux pays ont des rapports plus qu'exécrables, avec à l'arrière-plan la question des crimes de la seconde guerre mondiale.

On a ici un aspect important, celui des rapports entre puissances impérialistes entre elles, entre elles et les pays semi-féodaux semi-coloniaux. Il ne faut donc jamais oublier que si le conflit sino-américain est l'aspect principal pour la guerre impérialiste à terme, il y a ainsi une multitude d'aspects secondaires. La question de la guerre n'est toutefois jamais « géopolitique » et ne repose de toutes façons pas sur la seule dimension militaire. La guerre impérialiste est déterminée dans sa nature par le caractère monopoliste d'un secteur du capital, la prise de contrôle de l'appareil d'État par cette fraction la plus agressive de la bourgeoisie. Elle est en ce sens liée à la question du fascisme, qui permet l'établissement politique du capital monopoliste le plus agressif et établit la base la plus nette pour la marche à la guerre.

Pour cette raison, même si sur le plan militaire la Chine aurait besoin de plusieurs décennies avant d'espérer au mieux être au niveau des États-Unis, il faut prendre en compte de manière principale les besoins urgents

d'accumulation du capital monopoliste, ainsi que l'accélération des tendances par la fascisation ou le fascisme. Il suffit de se rappeler de l'exemple hitlérien, où en six ans l'économie allemande a été réorganisée dans le sens de la militarisation à outrance par la pressurisation des travailleurs, les oppositions à l'appauvrissement généralisé étant écrasées tant par l'ultra-violence nazie que par la propagande. Et les États-Unis sont déjà largement dans les mains d'un gigantesque complexe militaro-industriel, alors que la Chine est déjà sous la coupe d'une bourgeoisie monopoliste.

Ce dernier point est essentiel. Après la mort de Mao Zedong, le développement capitaliste bureaucratique s'est appuyé sur une situation monopolistique s'appuyant sur un régime trompant les masses tout d'abord, puis les encadrant rapidement de manière terroriste. En se transformant en atelier du monde, puis en industrie du monde, en s'adaptant de manière profonde aux besoins des pays impérialistes, la Chine a lancé un développement profond qui n'est pas seulement passif. Les exportations de capitaux en témoignent. C'est ici l'élan capitaliste chinois qui compte, exactement comme pour la Russie avant 1914. La Russie était particulièrement arriérée, avec une dimension féodale prononcée. La bourgeoisie russe était faible et sous la coupe souvent d'autres bourgeoisies, notamment la française. Mais par la forme du régime et l'affirmation capitaliste, la Russie était impérialiste. Il en va de même pour la Chine dans ce en quoi elle se transforme, ce qu'elle est déjà tout en ne l'étant pas encore, de manière contradictoire.

En 2019, les investissements chinois en Europe et aux États-Unis ont chuté de 83 % par rapport à 2017. Mais ils ont quintuplé en Thaïlande par à 2018, ils sont massifs en Ouzbékistan et en Grèce. Nicolas Vernicos, président de la Chambre internationale de commerce de ce pays, n'a pas hésité à affirmer que «La Grèce tire profit de la matérialisation du rêve du président chinois, le Marco Polo du XXIe siècle ». C'est une allusion à la « route de la soie du XXIe siècle » que cherche à établir la Chine aux moyens d'infrastructure ferroviaires, routières et portuaires la reliant à 140 pays.

Le continent africain joue également un rôle important, la Chine étant particulièrement présente au Nigéria, en Algérie, en Afrique du Sud, en Angola, ainsi qu'en Égypte, pays marqué par une véritable offensive idéologique et culturelle, avec un rôle chinois très important dans la construction de la nouvelle capitale devant remplacer Le Caire. La Chine est le premier partenaire commercial du continent africain, avec 10 000 entreprises présentes. Sur ce continent, les principales puissances financières pour les infrastructures sont la Chine, la France et le Japon, avec également des investissements massifs venant d'Inde et des pays arabes du moyen-orient tel l'Arabie Saoudite.

En même temps, la Chine est en retard tant sur les États-Unis que sur les pays européens pour les investissements en général en Afrique, notamment la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. La Chine est en fait pratiquement

uniquement focalisée sur l'énergie et les transports, c'est-à-dire ce qui compte directement pour elle stratégiquement comme superpuissance émergente. C'est quelque chose de ciblée, de spécifique, montrant que la Chine vise à être un impérialisme, une superpuissance, et que si elle peut poser une démarche en ce sens, c'est déjà qu'elle porte en elle cette transformation.

Dans les faits, en Chine, la part du secteur privé dans les impôts est de 50 %, dans le PIB du pays de 60 %, dans les exportations de 70 %, dans les nouveaux emplois de 90 %. Mais le secteur privé relève d'un capitalisme bureaucratique. L'État est ainsi le véritable lieu du rapport de force au sein de la bourgeoisie et la tendance à l'impérialisme implique une puissante instabilité. Il y a eu 1401 démissions de dirigeants du plus haut niveau dans les six premiers mois de 2019, soit sept fois plus que la normale.

Cela se produit alors qu'en 2019, le taux de croissance a été de 6,1 %, le plus faible en 29 ans, après avoir été déjà de 6,5 % l'année précédente. Cela aussi est un tournant. Cependant, il ne faut pas, là encore, tomber dans les analyses « géopolitiques ». Il faut saisir la réalité du régime chinois suivant le principe de la dignité du réel. On voit très bien que ce pays, gouverné par une bourgeoisie exerçant un contrôle à la fois brutal et militarisé, procède à une modernisation tout en visant l'expansion, avec des rêves de grandeur, tout en sachant que pour cela, il faut un saut à la superpuissance. C'est là quelque chose de significatif, c'est porteur de tendance à la guerre impérialiste, comme hier la Russie et l'Autriche-Hongrie, eux aussi écrasés par leur dimension en décalage avec leurs moyens.

La superpuissance américaine, frappée par cette affirmation chinoise, obligée de par sa propre ampleur de toujours aller dans la fuite en avant, ne peut que contribuer à la logique de confrontation inter-impérialiste. La désagrégation de l'un des protagonistes est inévitable. ■



L'antisémitisme qui va surgir en France de la seconde crise générale du capitalisme

En 1949, aux États-Unis, Eustace Mullins (1923-2010) rendit visite dans une clinique pour malades mentaux au poète moderniste Ezra Pound (1885-1972). Ce dernier avait été un fervent soutien de l'Italie fasciste, où il était présent pendant la seconde guerre mondiale, et de l'Allemagne hitlérienne. Il donna comme « mission » à Eustance Mullins d'étudier la Réserve fédérale des États-Unis. L'ouvrage qui fut alors publié en 1952, *Secrets de la Réserve Fédérale,* devint un classique de l'extrême-droite américaine : une poignée de familles capitalistes, principalement juives, aurait pris le contrôle de la Réserve Fédérale des États-Unis et ainsi de l'économie américaine, et par là du système politique dans son ensemble. Il s'agit d'une reprise de la conception du national-socialiste allemand (et théoricien essentiel dans la formation d'Adolf Hitler) Gottfried Feder. Le capital financier aurait pris le contrôle des travailleurs et des capitalistes et fonctionnerait tel un parasite. La crise de 1929 aurait ainsi été l'un des nombreux événements mis en place artificiellement afin d'encore plus enrichir les financiers.

Cette conception est celle d'un capitalisme qui serait stable, en équilibre avec des capitalistes d'un côté, des travailleurs de l'autre. C'est la conception corporatiste du fascisme, qui affirme qu'un agent extérieur, étranger, vient se glisser comme parasite. L'antisémitisme est une conséquence inéluctable de cette démarche. Au sens strict, on trouve les bases de cette vision du monde chez Pierre-Joseph Proudhon et il n'est nul besoin de dire qu'en France, cette conception se retrouve par conséquent de manière très régulière. On sait en effet comment les Français n'ont jamais rien compris au marxisme, par incompréhension de la dialectique. Et qui réfute la dialectique ne peut comprendre le principe de transformation et ainsi, s'il se passe quelque chose, cela ne peut qu'être une conséquence d'une cause. Cette cause est alors forcément un « choix » qui aurait été fait, et bien entendu s'il est mauvais, incompréhensible, alors il est fait par des forces occultes, avec des intentions maléfiques.

Il va de soi que la seconde crise générale du capitalisme a puissamment activé cette vision du monde déjà présente, c'est-à-dire préfigurant justement la crise, parce que c'est l'expression d'un accompagnement de la montée en puissance de celle-ci par une petite-bourgeoisie angoissée coincée entre l'enclume bourgeoise et le marteau prolétarien. En Allemagne, une très importante vague de protestations anti-confinement s'est développée dans tout le pays, avec toute une argumentation de ce type : le coronavirus relèverait d'un complot organisé par Bill Gates afin de systématiser la vaccination et de prendre le contrôle des gens. Derrière, il y aurait une poignée de richissimes financiers pratiquant la pédophilie. Toute la presse bourgeoise a été obligée de se confronter au phénomène, minoritaire dans les protestations mais disposant d'un réel écho dans les masses.

On a ici une lecture occultiste s'appuyant sur une dynamique cause-conséquence, incapable de comprendre les subtilités du monde. Par subtilités,



il ne faut pas entendre « nuances », comme le prétendent les anti-complotistes, qui s'imaginent très « rationnels » en n'accordant aucune attention aux magouilles des grands bourgeois, au pouvoir indirect des grands monopoles, aux coups fourrés du personnel politique corrompu, vendu. Par subtilités, il faut comprendre ce qu'explique Karl Marx dans *Le capital,* Lénine dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme.*

On sait à quel point en France, ces ouvrages n'ont jamais été lus, étudiés, compris. La France, quand elle refuse ses meilleurs enfants qu'ont été le calvinisme et la démarche encyclopédique, est un pays de raccourcis intellectuels et de mots d'ordre bruyants. On aurait bien du mal à trouver dans le PCF quelque chose d'authentiquement marxiste qui n'aurait pas été importé de l'Internationale Communiste. Débarrassé du marxisme, le PCF bascule d'ailleurs régulièrement de manière ouverte dans la vision du monde anti-« parasitaire », alors que ses dirigeants n'ont strictement aucun rapport de près ou de loin ni avec le fascisme, ni l'antisémitisme. Cependant, la tentation est trop grande : plutôt que de dénoncer la bourgeoisie, il vaut mieux se contenter de dénoncer une oligarchie. Cela permet d'avoir des visées gouvernementales ou une grande portée démagogique.

On sait comment ces dernières années cette conception s'est largement répandue justement, que ce soit avec Dieudonné et la « quenelle », les vastes succès d'édition d'Alain Soral ou encore la massification du mouvement de Jean-Luc Mélenchon, *La France Insoumise.* On chercherait en vain une dénonciation de la bourgeoisie dans tous ces mouvements. C'est la « finance » qui est considérée comme un ennemi parasitaire, à quoi s'ajoute inévitablement la « mondialisation », ce qui conduit inévitablement les plus marginaux à tomber toujours plus dans la paranoïa, l'antisémitisme.

Pour cette raison, on retrouve cette conception à l'ultra-gauche française de manière particulièrement assumée. Sur le site marxisme.fr, on apprend ainsi que, prétendument, « Les services de renseignements US, Israël et l'OTAN savaient qu'un nouveau virus était en train de se propager à Wuhan dès la mi-novembre 2019 ! Soit ils en étaient à l'origine, soit ils l'ont sciemment caché aux chinois pour provoquer un Tchernobyl viral en Chine et ainsi la mettre à terre ! ». C'est là une lecture « complotiste », c'est-à-dire refusant ce qui est nouveau, différent, au nom du principe cause-conséquence. On tombe alors dans la paranoïa et les interprétations loufoques : « il est certain qu'au moins en 2013-2015, les chercheurs de plusieurs pays, et notamment des USA, bricolaient ce genre de virus... Et comme les USA se sont retirés de la convention sur le contrôle des armes biologiques, il est naturel d'être suspicieux à leur égard... »

On reconnaît ici l'obsession pour le secret et ceux qui possèdent ce « secret », avec une focalisation délirante sur le sionisme ou plus directement du « complot » juif, qui est prétexte à un lyrisme d'autant plus odieux qu'il est typiquement français dans ses bassesses et ses sous-entendus (telle cette remarque du groupe « unité communiste Lyon » au sujet du PCF(mlm) comme quoi « Israël possède une place particulière dans le cœur de cette organisation », c'est-à-dire qu'on y trouverait en son noyau des Juifs fourbes masquant leur fidélité au sionisme). On a ici une véritable « passion française », qui témoigne bien de l'imbécillité et du manque complet de compréhension du matérialisme dialectique.

Les choses s'expliquent ici par des causes et si on ne voit pas ces causes, c'est qu'elles sont cachées, et qui cache les choses, qui est lui-même caché ? C'est bien entendu la figure du « Juif », forcément « manipulateur », « menteur », etc. Lorsque le ciel va tomber sur la tête de la petite-bourgeoisie avec l'affirmation de la dimension économique de la crise, on n'aura encore davantage une expression de cet antisémitisme. C'est d'ailleurs tout l'espoir d'Alain Soral, qui a préparé patiemment toute un corpus idéologique et un centre politique en cette perspective. Il sous-estime ici que l'antisémitisme est tellement partagé en France comme vision du monde – sans d'ailleurs que ce soit réellement compris comme tel et ainsi même sans dimension anti-juive au sens strict – qu'il faut bien plutôt s'attendre à un antisémitisme diffus, larvé, s'exprimant par fièvres, par « passion française ».■

PCI (ML) - Guerre Populaire

Sur la crise générale du capitalisme

-1995-

[Le Parti Communiste d'Inde (Marxiste-Léniniste) *Guerre populaire* est né en 1980 comme reconstruction du PCI (ML) fondé en 1969 ; en 2004, il fusionna avec le MCCI (Centre Communiste Maoïste d'Inde) pour former le PC d'Inde (Maoïste).

Cet article est paru dans son organe « Guerre populaire », numéro de juillet-décembre 1995.

On notera qu'il admet le concept révisionniste de « capitalisme monopoliste d'État » pour caractériser le capitalisme après 1945 et expliquer le prolongement de la (première) crise générale du capitalisme.]

Qu'entend-on par « crise générale du capitalisme »? En quoi diffère-t-elle de la crise périodique du XIXe siècle?

La crise générale du capitalisme (CGC) n'est autre que la crise permanente et universelle du capitalisme à l'ère de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. On utilise les termes de « crise générale du capitalisme » pour décrire le processus de désintégration du système capitaliste mondial lorsqu'il englobe tous les domaines de l'ordre bourgeois: économie, politique et idéologie.

Dans son ouvrage intitulé *Problèmes économiques du socialisme en URSS,* le camarade Staline a décrit la CGC de la façon suivante:

« La crise générale du capitalisme mondial est-elle uniquement une crise politique ou n'est-elle qu'une crise économique?

Ni l'une ni l'autre. C'est une crise générale, c'est-à-dire totale, du système capitaliste mondial, recouvrant à la fois les domaines économique et politique.

Et il est clair qu'à la base de cette crise l'on trouve le déclin de plus en plus marqué du système économique du capitalisme mondial, d'une part, et la puissance économique croissante des pays qui se sont libérés du capitalisme – l'URSS, la Chine et les autres démocraties populaires – d'autre part. » [1]

Pour mieux comprendre la CGC, il convient de dégager les origines et de retracer le développement de la crise capitaliste. Il est bien connu que les crises économiques ont été une caractéristique inhérente du système capitliste dès les tout premiers temps de son apparition. Ceci découle de la contradiction fondamentale du capitalisme – le caractère social de la production et l'appropriation privée du produit.

Les efforts du capitaliste industriel vers l'optimalisation de son profit, par rapport au faible pouvoir d'achat des travailleurs, sont la cause d'une production chaotique, débouchant sur une surproduction et sur des crises économiques périodiques.

Engels avait analysé ceci dans son brillant ouvrage intitulé La condition de la classe ouvrière en Angleterre:

« Les conditions anarchiques de la production et de la répartition modernes des denrées, les conditions de production qui sont régies par le profit au lieu de l'être par le souci de satisfaire aux besoins, les conditions sous lesquelles tout un chacun vaque à ses propres affaires en essayant de s'enrichir – de telles conditions ne peuvent manquer de déboucher sur de fréquentes périodes de stagnation.

Aux premiers temps de l'ère du développement industriel, la stagnation se limitait à l'un ou l'autre secteur de l'industrie par rapport à un marché, mais depuis la centralisation des activités des concurrents, les ouvriers, privés de travail dans un secteur particulier de l'industrie, envahissent un autre secteur, et ils en choisissent de préférence un auquel il est aisé de s'initier.

C'est ainsi que les marchandises qui ne trouvent pas d'acheteur sur un marché se fraient un chemin dans un autre, et ainsi de suite. En se combinant progressivement, ces petites crises finissent immanquablement par déboucher sur des crises à grande échelle. » [2]

Dans ses *Principes du communisme,* Engels a également décrit comment, à l'ère de la concurrence libre, des crises périodiques sont amenées à se produire après chaque période de cinq à sept ans. Il explique aussi quelles sont les raisons de ce genre de crises :

« Grâce à la machine à vapeur et à diverses autres inventions mécaniques, l'industrie à grande échelle s'est offert le moyen, en un court laps de temps et à peu de frais, d'augmenter la production à un degré quasi illimité.

La libre concurrence, qui est la contrepartie essentielle de la production à grande échelle, a revêtu un aspect extrêmement agressif, et ceci du fait de la facilité avec laquelle on produisait les marchandises.

Un certain nombre de capitalistes se sont rués sur les activités industrielles et très vite, on a fini par produire plus de marchandises qu'on ne pouvait en utiliser. Par conséquent, les marchandises fabriquées à la machine ne pouvaient être vendues, et il s'en est suivi une crise commerciale.

Des usines ont fermé leurs portes, des propriétaires d'usines ont fait faillite, et les travailleurs se sont retrouvés sans pain. Les souffrances ont sévi. Au bout d'un certain temps, les produits excédentaires ont été vendus, les roues des usines se sont remises à tourner, les salaires ont augmenté, et progressivement, les affaires sont redevenues plus animées que jamais.

Mais cette prospérité n'a guère duré. Une fois de plus, on a produit trop de marchandises, une autre crise en a découlé qui a suivi le même cours que la précédente.

Tout au long de ce siècle, la vie industrielle a fluctué entre des périodes de prospérité et des périodes de crise, des crises similaires se sont produites par intervalles de cinq à sept ans, amenant avec elles la misère intolérable des ouvriers, une effervescence révolutionnaire générale, et exposant aux pires dangers l'ordre tout entier de la société. »

Chaque fois que le capital est confronté à une crise de conversion, c'est-à-dire à une crise de surproduction et à une chute des taux de profit, on assiste à des tentatives de surmonter temporairement la crise en réduisant les coûts de production et en évinçant les capitaux rivaux.

A cette fin, chaque capitaliste individuel augmente la production de marchandises par le biais d'une amélioration des moyens de production, et par une exploitation plus intense

de la main-d'œuvre, de façon à pouvoir atteindre une rentabilité du travail plus élevée que celle de ses concurrents.

Il s'ensuit que le capital et la production atteignent des niveaux de concentration et de centralisation toujours plus élevés, ce qui donne donc naissance à un capital monopoliste bâti sur la ruine des petits capitalistes et de ceux qui ne sont pas viables.

Dans un même temps, le capital cherche à étendre le marché en supprimant les rapports de production précapitalistes et en transformant toute la société en une gigantesque place de marché. Mais les marchés nationaux deviennent trop limités et étriqués pour le capital monopoliste du fait des opportunités offertes à l'expansion illimitée de la production par les progrès énormes réalisés dans les domaines scientifique et technologique.

Ce qui fait que le capital national, devenu capital monopoliste à cause des niveaux élevés de concentration et de centralisation, tend à s'emparer du marché mondial.

Dans le même temps, afin de compenser la tendance à la chute du taux de profit imputable à la composition organique élevée du capital, le capital monopoliste vise à intensifier davantage son exploitation des colonies en même temps que celle de ses propres nationaux.

Cependant, le développement inégal du capitalisme dans les différents pays fait ressortir les contradictions entre les impérialistes et demeure la principale cause de la guerre impérialiste.

Du fait du développement du stade impérialiste du capitalisme et de la surenchère des efforts en vue de réaliser des profits maximaux, toutes les contradictions et les antagonismes se sont inévitablement intensifiés.

Ils produisent à intervalles réguliers des explosions sociales majeures telles que des guerres mondiales, des crises économiques mondiales dévastatrices, l'apparition du fascisme et la rupture des institutions démocratiques bourgeoises, ainsi que des révolutions socialistes et nationales-démocratiques.

La CGC est apparue au début de la période de stagnation en 1907, lorsque toutes les contradictions fondamentales ont commencé à prendre des proportions plus qu'inquiétantes. Grâce à une étude scientifique des conditions existant avant la guerre, le camarade Lénine, déjà en 1907, avait mis le doigt sur le danger d'une guerre mondiale et avait appelé les prolétaires des pays capitalistes à mettre à profit la crise révolutionnaire qui allait résulter de la guerre, pour qu'ils dirigent la révolution prolétarienne.

Le Septième Congrès de la Seconde Internationale, qui eut lieu à Stuttgart en 1907, s'était longuement penché sur le danger d'une guerre mondiale.

La fameuse Résolution de Stuttgart, formulée par Lénine et Rosa Luxemburg, envisageait que, confronté à une guerre impérialiste, le prolétariat devrait assumer les tâches suivantes :

« S'il apparaît une menace de guerre, il est du devoir de la classe ouvrière et de ses représentants parlementaires du pays impliqué, soutenus par les activités de renforcement du Bureau de l'Internationaliste Socialiste, de concentrer tous leurs efforts afin d'empêcher qu'éclate la guerre, et ce par tous les moyens qu'ils jugeront les plus efficaces et qui, naturellement, varient selon le degré atteint par la lutte de classes et le poids de la situation politique générale. »

« Si la guerre devait quand même éclater, il est de leur devoir d'intervenir en faveur de son dénouement rapide et de mettre tout en oeuvre afin de tirer parti de la crise économique et politique provoquée par la guerre pour soulever les peuples et par là-même hâter l'abolition de la classe capitaliste dominante. » [3]

Le Huitième Congrès de la Seconde Internationale, tenu à Copenhague en 1910, avait repris le même thème.

La Conférence extraordinaire organisée à Bâle en novembre 1912 dans le contexte de l'imminence d'une guerre mondiale, avait recommandé aux travailleurs du monde entier d'adopter une position révolutionnaire contre la guerre et de mettre à profit la situation afin de faire progresser la révolution.

Bien que la première phase de la CGC ait débuté avec la Première Guerre mondiale, nous pouvons conclure sans hésiter que déjà en 1907, le capitalisme est entré dans sa période de crise générale, au moment où la fameuse Résolution de Stuttgart était formulée dans le contexte du durcissement des tentatives inter-impérialistes en vue de s'assurer l'hégémonie mondiale.

Ce durcissement aggrava la stagnation de l'économie mondiale, et du développement des mouvements ouvriers et populaires dans les pays impérialistes comme dans les nations réduites en esclavage.

C'est au cours de cette période qu'est apparu, au sein du Parti bolchevique, un processus destiné à débarrasser le Parti de ses éléments non-prolétariens hésitants, de tous ces liquidateurs, centristes et opportunistes de tout poil, et qu'un Parti d'un type nouveau fut créé en 1912 afin de faire face aux nouvelles possibilités révolutionnaires offertes par l'imminence de la guerre.

Les partis qui furent incapables de comprendre la CGC à l'époque de l'impérialisme et qui traiterènt la crise de la même manière que tout autre crise périodique des années précédentes – les Bernstein, Kautski, Otto Bauer, Adler et Cie -, qui croyaient que le capitalisme pouvait sortir de la crise comme il l'avait fait dans le passé et qui émettaient même la théorie selon laquelle le capitalisme pouvait résoudre sa crise par des moyens pacifiques, ces partis finirent par devenir les larbins de l'impérialisme lorsque la Seconde Guerre mondiale devint effectivement une réalité, et c'est ainsi, qu'en fin de compte, ils trahirent la révolution.

La CGC signifie que le capitalisme entre dans une période d'explosions violentes, telles les deux guerres mondiales, les dizaines de guerres locales et les divers soulèvements populaires à travers le monde que l'on a connus au XXe siècle. La CGC signifie que le capitalisme entre dans une période de crise chronique différente de la crise qui éclatait périodiquement tous les dix ans au cours de l'ère pré-impérialiste.

Auparavant, c'est-à-dire au cours de la période précédant la CGC, les crises cycliques ont servi à résoudre les contradictions et à rétablir l'équilibre au sein du système en ayant recours à des moyens violents et destructeurs. Selon Marx, ce n'étaient jamais

« que des solutions momentanées et énergiques aux contradictions existantes, des éruptions violentes, destinées à rétablir pendant quelque temps l'équilibre perturbé ». [4]

Ces crises éliminaient les firmes plus petites et moins efficaces, elles détruisaient une portion du capital afin de sauver ce qu'il en restait: elles conduisaient à une concentration accrue du capital et on les provoquait (ces crises) afin d'ouvrir de nouveaux marchés. Elles menaient donc inévitablement à la reprise de la production capitaliste à un niveau plus élevé.

Ces crises cycliques suivaient un cours prévisible – crise, dépression, reprise, prospérité, dans cet ordre – se répétant tous les dix ans environ. La période de prospérité des anciennes crises cycliques menait à l'absorption des sans-emploi et à une pleine utilisation de la capacité industrielle.

Sous de telles conditions de CGC, cependant, les anciennes crises cycliques ont subi des modifications et elles éclatent avec une intensité nouvelle. Les phases de crise et de

dépression sont plus longues et ne sont pas nécessairement suivies d'une reprise et d'une vague de prospérité. Si c'est néanmoins le cas, ces dernières, lorsqu'elles se produisent, sont de courte durée et sont davantage provoquées par certains stimuli externes tels que la guerre.

En bref, les crises deviennent plus ou moins chroniques, chacune emboîtant le pas à la précédente.

Les mouvements à la hausse au sein de la crise générale, c'est-à-dire les reprises et les périodes de prospérité, se font de plus en plus courts; la dépression devient la caractéristique normale, interrompue par de brefs mouvements de hausse et de violentes explosions sociales et politiques. Par exemple, la stagnation qui s'est produite entre 1907 et 1914 n'a donné naissance à aucune vague de prospérité, mais à une guerre mondiale violente et sanglante.

La crise qui a succédé à la Première Guerre mondiale s'est poursuivie pendant deux décennies jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, avec un bref mouvement de hausse au cours des années de stabilisation temporaire entre 1924 et 1929. La Grande Dépression n'a été suivie d'aucune vague de prospérité ni d'aucune reprise réelle, mais n'a pu se terminer que par une nouvelle guerre mondiale.

Comme l'a fait remarquer le camarade Staline :

« La crise économique qui a éclaté dans les pays capitalistes au cours du second semestre de 1929 a duré jusqu'à la fin de 1933. Après cette date, la crise a connu une phase de dépression, et a été suivie ensuite d'une certaine reprise, d'une certaine tendance à la hausse de l'industrie.

Mais cette tendance à la hausse de l'industrie ne s'est pas transformée en vague de prospérité, comme c'est généralement le cas lors d'une période de reprise. Au contraire, au cours du second semestre de 1937, une nouvelle crise économique a débuté, s'emparant tout d'abord des États-Unis et ensuite de l'Angleterre, de la France et d'un certain nombre d'autres pays. »

« Les pays capitalistes se sont donc trouvés confrontés à une nouvelle crise économique avant même de s'être relevés des ravages de la dernière. » [5]

Plus révélatrice encore, l'observation d'un économiste bourgeois, John Kenneth Galbraith :

« La Grande Dépression des années trente n'a jamais connu de fin. Elle a tout simplement disparu dans la grande mobilisation des années quarante. » [6]

Engels lui-même a insisté sur la nature changeante de la crise dans sa lettre à Bebel en 1886:

« Nous sommes entrés dans une période beaucoup plus dangereuse pour l'ancienne société que celle des cycles de dix ans »

et plus loin

« les crises deviennent chroniques. »

Une autre différence importante entre les anciennes crises cycliques et la CGC, c'est que cette dernière se caractérise par le chômage massif chronique et la sous-utilisation structurelle de la capacité industrielle, et ce, en dépit du développement massif de la puissance de production.

En fait, les forces productives se sont développées à un point tel, à la veille de la Première Guerre mondiale, que, selon une estimation de l'époque, il était possible de procurer les

besoins vitaux à tous les citoyens si chacun ne travaillait qu'une seule heure par semaine.

Inutile de dire, aujourd'hui, que seules quelques minutes de travail suffiraient à fournir ces besoins vitaux à chaque personne de la planète. Mais, ironiquement, c'est ce développement particulièrement gigantesque de la capacité de production qui a donné naissance à la crise mondiale, au chômage généralisé permanent, à l'appauvrissement massif, à la baisse des niveaux de vie et aux guerres mondiales.

Les forces productives sont systématiquement détruites par le biais des fermetures d'usines, de la sous-utilisation permanente de la capacité, de la mise hors service de millions d'hectares de terres fertiles, de la destruction de matières premières, de céréales, de cheptels entiers et de marchandises manufacturées, pendant que l'on maintient en permanence des millions de gens à l'inaction et que l'on recourt inévitablement à la « solution finale » à la crise, c'est-à-dire aux guerres impérialistes.

Depuis le début de la CGC jusqu'à ce jour, ces caractéristiques se sont maintenues, bien qu'à des degrés variables selon les époques.

« Même au plus fort de la stabilisation temporaire du capitalisme entre 1924 et 1929, la capacité de production a été constamment sous-utilisée.

En 1928, l'année culminante de la prospérité, le taux d'utilisation de la capacité aux États-Unis était de 82%. Et en 1932, ce même taux d'utilisation de la capacité était retombé à 42% à peine. » [7]

Une autre caractéristique étrange de la CGC, c'est que le développement de la production industrielle s'accompagne d'une chute de l'emploi dans l'industrie. Par exemple, entre 1919 et 1927, la production dans les usines américaines avait augmenté de 147 à 170 (sur base 100 en 1914), alors que l'index de l'emploi passait de 129 à 115 (toujours sur la même base).

Tandis que la production industrielle augmentait de 20% au cours de la période de 1924 à 1929, le nombre total de travailleurs salariés diminuait de 2,6%.

Le nombre de travailleurs salariés dans l'industrie avait chuté de 9.039.000 à 8.742.000 aux États-Unis entre 1919 et 1929, même si l'index de la production industrielle, lui, avait grimpé de 84 à 119.

En Grande-Bretagne, entre 1923 et 1928, le nombre d'ouvriers au travail dans l'industrie avait chuté de 8.368.000 à 7.898.000, alors que l'index de la production avait grimpé de 88,7 à 96,3. De sorte que pendant que la production augmentait de 8,5%, l'emploi, lui, baissait de 5,6%.

Au cours de la Grande Dépression de 1929 à 1932, la productivité de la main-d'œuvre (production par homme-heure) s'est accrue de 12% aux États-Unis, et ce, par le biais de la rationalisation, de la hausse des cadences, etc., tandis que douze millions de personnes restaient au chômage.

Dans le monde capitaliste dans son ensemble, le nombre total de chômeurs avait atteint le point culminant de 30 millions en 1933. Par conséquent, des millions de travailleurs sont devenus superflus du fait que leur capacité de production était devenue trop élevée.

La crise sans précédent qui a commencé avec le krach de Wall Street en octobre 1929 et la dépression qui s'est terminée par la Seconde Guerre mondiale ont vu la destruction massive de forces productives équivalentes aux pertes endurées au cours de la Première Guerre mondiale.

En quatre années seulement, entre 1929 et 1933, 200 milliards d'hommes-heures ont été perdus, ce qui signifie une perte de 100 millions d'hommes-années, c'est-à-dire

l'équivalent de ce que 10 millions d'hommes peuvent produire en 10 années. Jusqu'à la fin de 1933, pas moins de 22 millions de sacs de café ont été brûlés ou jetés à la mer.

Le gouvernement américain a dépensé entre 7 et 20 dollars de subsides par acre [8] chez les planteurs de coton et ils ont procédé à la destruction de 11 millions d'arpents (soit 44.000 kilomètres carrés de coton ou une fois et demie la superficie totale de la Belgique!).

En décembre 1931, la production de cuivre a été limitée à 26% de la capacité des mines. Au Danemark, on a abattu et brûlé du bétail à raison de 5.000 têtes par semaine. En vue de cette opération, le gouvernement a décidé la création d'un fonds spécial de destruction [9].

Aux États-Unis, environ 160 milliards de dollars en papier monnaie ont disparu dans l'atmosphère au cours des trois années de 1929 à 1932. Selon le Bureau américain des Statistiques du travail, les salaires totaux aux États-Unis ont baissé de 17,2 milliards de dollars en 1921 à 6,8 milliards de dollars en 1932.

En 1934, désireux d'expliquer la nature de la crise, le camarade Staline disait ceci dans son rapport au XVIIe Congrès du Parti:

« La crise économique actuelle, dans les pays capitalistes, se distingue de toutes les crises analogues, entre autres, par le fait qu'elle est la plus prolongée, qu'elle traîne en longueur.

Si, auparavant, les crises se terminaient au bout d'une ou deux années, la crise actuelle entre déjà dans sa cinquième année, en faisant d'année en année des ravages dans l'économie capitaliste dont elle absorbe la graisse amassée au cours des années précédentes. Rien d'étonnant que cette crise soit la plus pénible de toutes. » [10]

Donnant les différentes raisons du caractère exceptionnellement prolongé de la crise, le camarade Staline observait encore:

« … la crise industrielle s'est déchaînée dans le cadre de la crise générale du capitalisme, au moment où celui-ci n'a déjà plus et ne peut plus avoir, ni dans les principaux Etats, ni dans les colonies et pays dépendants, la force et la solidité qu'il avait avant la guerre et avant la Révolution d'Octobre; où l'industrie des pays capitalistes a hérité de la guerre impérialiste la sous-production chronique des entreprises, ainsi que des armées de millions de chômeurs, dont elle ne peut plus se défaire. » [11]

Il expliquait également pourquoi la crise cyclique ne peut opérer de l'ancienne façon:

« Est-ce à dire que nous ayons affaire à une période de transition, que la crise passe à la dépression ordinaire, qui entraînera un nouvel essor, un nouvel épanouissement de l'industrie?

Non. En tout cas, à l'heure présente, il n'y a pas de données directes et indirectes qui attestent une reprise imminente de l'industrie dans les pays capitalistes. Bien plus: tout porte à croire que de telles données ne peuvent pas même exister, du moins dans un proche avenir.

Elles ne peuvent exister, parce que toutes les conditions défavorables qui empêchent l'industrie des pays capitalistes de se relever un peu sérieusement continuent d'agir. Il s'agit de la crise générale du capitalisme qui se prolonge et au milieu de laquelle se déroule la crise économique.

Il s'agit de la sous-production chronique des entreprises, d'un chômage massif chronique, de l'interpénétration de la crise industrielle et de la crise agricole, de l'absence de cette tendance vers un renouvellement quelque peu sérieux du capital fixe qui annonce habituellement le début d'un essor, etc. » [12]

Notre rapport de parti (du PCI-ML) de 1992 résumait comme suit ces caractéristiques de la CGC:

« La principale caractéristique de la crise générale du capitalisme est que le capitalisme dans son ensemble est enlisé dans une crise permanente de surproduction, de sous-utilisation de sa capacité, de chômage permanent de masse et d'inflation.

Cela veut dire que la survie même du capitalisme dépend de la destruction massive continuelle des forces productives.

Ceci est réalisé par les guerres mondiales et les guerres régionales, également par la sous-utilisation des capacités de production.

Cela rend la vaste majorité de la main-d'œuvre redondante.

Cela détruit les excédents de marchandises alors que la majorité des gens dépérissent d'indigence. Dans certains cas les techniques de pointe sont détruites et on en revient même à des méthodes de production arriérées afin de réaliser des profits plus substantiels. »

« Par conséquent, le déclenchement de la crise générale du capitalisme en 1914 a développé davantage encore la condition objective pour une révolution sociale qui, en fait, était apparue avec le commencement de l'époque impérialiste même.

Elle a porté toutes les contradictions de la société vers un point de rupture; que ce soit la contradiction entre le capital et le travail, celle entre l'impérialisme et les nations opprimées, ou celle entre les diverses puissances impérialistes.

Le conflit entre les forces productives et les rapports de production existants a donc pris une forme explosive, menant dès 1914 déjà au fascisme, aux guerres mondiales et aux révolutions sociales qui continueront jusqu'à la victoire finale de la Révolution socialiste mondiale. » (p 8-9)

Le problème du chômage chronique et de la sous-utilisation de la capacité dans le monde capitaliste pouvait être résolu temporairement grâce à la Seconde Guerre mondiale, comme on l'a expliqué plus haut.

La guerre, qui a vu l'implication de presque tous les pays impérialistes ainsi que la majeure partie du monde colonial, a détruit les forces productives à un degré inégalé dans les annales de l'humanité. 50 millions de personnes ont été tuées, et 50 millions d'autres ont été blessées.

Des biens représentant des milliards de dollars ont été détruits.

Des cités entières, même, comme Nagasaki et Hiroshima, ont été détruites.

Ce n'est que par le biais de telles destructions massives des forces productives, par l'incorporation à grande échelle des chômeurs dans les armées et la conversion de l'industrie civile en industrie destinée à la défense que l'on a essayé de résoudre la crise des années 1930.

Et pourtant, la guerre a donné naissance à une intense crise révolutionnaire à l'échelle mondiale et elle a affaibli l'impérialisme dans des proportions importantes. La crise révolutionnaire a continué pendant presque une décennie après la guerre.

La totalité de l'Europe de l'Est, la Corée du Nord, le Nord-Vietnam et la Chine ont rompu avec le marché du monde capitaliste, aggravant de ce fait davantage encore la CGC.

Le système colonial de pouvoir direct par l'impérialisme a commencé à se démanteler très rapidement au cours de la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale.

Aggravation de la crise générale du capitalisme après la Seconde Guerre mondiale

A son tour, la Seconde Guerre mondiale, qui était une expression de la CGC, a profondément aggravé cette crise. Elle a intensifié toutes les contradictions fondamentales qui minaient inlassablement la force et la stabilité du capitalisme dans tous les pays.

Après la guerre, l'aggravation de la CGC s'est manifestée à travers les développements suivants:

1. Terrible affaiblissement de l'impérialisme. Les grands empires capitalistes d'autrefois – la Grande-Bretagne, l'Allemagne, le Japon, la France, l'Italie, etc. – étaient dans un état d'épuisement, de ruine et de dévastation dû à la guerre, confinant presque à la paralysie totale, pendant un certain temps.

   Les Etats-Unis sont devenus les seuls bénéficiaires de la guerre et, en fait, ils en sont sortis renforcés. L'hégémonie américaine, même, était un produit de la CGC. Elle pouvait prendre forme, même chancelante, à cause du profond état de crise auquel étaient confrontés tous les autres pays capitalistes.

2. La désintégration du marché capitaliste mondial et une diminution de sa sphère d'opération du fait de la formation d'un marché socialiste. Ceci a été décrit par le camarade Staline comme étant la séquelle économique la plus importante de la Seconde Guerre mondiale.

3. La dépendance croissante des pays capitalistes, particulièrement les Etats-Unis, vis-à-vis de la production d'armements et de matériel militaire de façon à absorber les excédents, à résoudre le problème des restrictions du marché et à augmenter la capacité de production.

   Les États-Unis, qui étaient la seule nation à s'être relevée plus forte des cendres de la Seconde Guerre mondiale, comptabilisaient plus de 60% de toute la production industrielle du monde capitaliste. Afin d'avoir une forte emprise sur les marchés et sur les sources de matières premières, la domination stratégique militaire sur le monde était indispensable.

   Une économie permanente basée sur les armes, c'est-à-dire une économie de guerre, était donc absolument essentielle pour les États-Unis. D'énormes surplus étaient extraits du reste du monde par l'exportation de capitaux et de marchandises.

   La gigantesque capacité de production dont ils disposaient grâce à ces surplus devait être orientée vers la production de munitions, d'où le but de lancer des guerres d'agression.

   La guerre de Corée, la guerre en Indochine et les dizaines de guerres régionales qu'ils provoquèrent partout dans le monde étaient la conséquence des impératifs économiques décrits plus haut, en dehors de l'objectif politique, de détruire l'influence du camp socialiste. Sans ces guerres, sans la permanence de l'économie de guerre de l'impérialisme américain, ces dernier se seraient écroulés sous le poids de leurs propres contradictions internes.

   Par exemple, le chômage aurait même surpassé les points culminants des années 30. Selon des estimations du Département américain du Commerce, si en 1946 le pays était retourné au niveau de production en vigueur en 1940, l'armée des chômeurs aurait compté, non pas un million de personnes comme en 1940, mais 19 millions de personnes.

4. L'effondrement de l'ancien système colonial, marqué par l'éclatement de luttes de libération nationale dans de nombreuses parties du monde colonial et semi-colonial, comme en Inde, en Indochine, en Birmanie, en Corée, en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines et dans diverses régions d'Afrique.

5. Le durcissement de la lutte des pays capitalistes pour le contrôle des marchés capitalistes mondiaux devenant de plus en plus étriqués. L'hégémonie de l'impérialisme américain sur le monde capitaliste a commencé par être sapée à cause du déséquilibre dans le développement des pays capitalistes.

   Vers le milieu des années 1950, on a fait des tentatives pour former un seul marché européen, et six pays d'Europe se sont réunis pour former la CEE en 1957. A partir du milieu des années 1960, le Japon aussi a commencé à rogner sur les parts américaines dans le marché mondial.

   Tout ceci a miné vers le début des années 1970 l'hégémonie économique américaine par rapport aux autres grandes puissances impérialistes.

6. Le grand développement d'après-guerre des forces démocratiques et socialistes du monde, qui affaiblissent fondamentalement la domination capitaliste et le système capitaliste dans son ensemble.

   Le prestige économique et politique de l'URSS, de par son rôle prépondérant dans la défaite de l'Allemagne de Hitler et son relèvement rapide des effets de la guerre; l'établissement de démocraties populaires révolutionnaires en Allemagne de l'Est, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Roumanie, en Hongrie, en Bulgarie et en Albanie; le développement de mouvements puissants de libération nationale en Chine, en Inde, en Indochine, en Birmanie, en Corée, en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines et dans diverses régions d'Afrique, atteignant leur point culminant dans la grande révolution chinoise et le développement d'une classe ouvrière et d'autres mouvements populaires partout dans le monde, tout cela a porté de lourds coups aux fondations mêmes du capitalisme et a miné la légitimité propre du système capitaliste.

En résumé, la scène mondiale de l'immédiat après-guerre a été marquée par trois grandes forces dynamiques: le déclin croissant du capitalisme mondial, le développement rapide du socialisme mondial et les efforts de l'impérialisme américain pour maîtriser le monde, efforts intensifiant les contradictions inter-impérialistes, mais, de ce fait affaiblissant l'impérialisme dans son ensemble.

C'est en gardant à l'esprit les développements ci-dessus que le camarade Staline a conclu que le capitalisme ne pourrait jamais retrouver une stabilité, même temporaire, comme il le fit durant la période de 1924 à 1929.

Quels étaient alors les facteurs qui ont conduit à la reconstruction du capitalisme, les facteurs qui ont sauvé le capitalisme? La survie du capitalisme durant les cinq décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale réfute-t-elle la théorie de la CGC?

Chaque phénomène doit être étudié, analysé et compris historiquement.

Pour comprendre les raisons pour lesquelles une prédiction particulière ne s'est pas transformée en réalité, on doit examiner de près les circonstances historiques concrètes qui sont apparues.

Sur le passé, nous pouvons affirmer avec certitude que la déclaration du camarade Staline au sujet des conditions en vigueur en 1951 sont historiquement correctes.

Car, comme on l'a mentionné plus haut, lorsque le camarade Staline a écrit les lignes ci-dessus, les luttes de libération nationale faisaient rage et évoluaient avec une rapidité surprenante.

Le camp socialiste continuait à se renforcer davantage et la crise au sein des pays impérialistes sévissait au plus haut degré. Les principaux pays impérialistes ne s'étaient pas encore rétablis de la destruction qu'ils avaient subie au cours de la Seconde Guerre mondiale.

La production industrielle dans la plupart des pays n'avait pas encore rattrapé les niveaux d'avant-guerre. La désintégration de l'impérialisme et l'avance du socialisme et de la démocratie nationale étaient clairement à l'ordre du jour.

C'est à ce stade critique de l'histoire du monde qu'une combinaison de facteurs a contribué une fois de plus à stabiliser le capitalisme, quelque partielle et temporaire que cette stabilisation ait pu être.

Ces facteurs sont :

la restauration du capitalisme en Union soviétique et en Europe de l'Est après la mort du camarade Staline et particulièrement à partir du XXe Congrès du PCUS en 1956 ;

la poursuite de la domination coloniale via des méthodes néo-coloniales indirectes avec l'aide des bourgeoisies compradores et des marionnettes politiques dans les pays du tiers-monde, conséquences de la trahison de la plupart des dirigeants des mouvements de libération nationale ;

les nouvelles méthodes adoptées par l'impérialisme pour sortir de la crise, telles que l'économie de guerre permanente et la militarisation massive ;

l'intervention de l'État dans l'économie et la transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'État dans tous les pays impérialistes ;

des séries de guerres locales et de guerres d'agression menées par les forces combinées de l'impérialisme ;

l'importance croissante de la dette publique, suite à l'application de politiques keynésiennes.

Ces facteurs ont contribué à accorder un répit temporaire à l'économie capitaliste mondiale. Ils ont permis de reculer l'échéance de la CGC.

Cependant, le keynésianisme, qui servait d'idéologie économique officielle du monde capitaliste au lendemain direct de la Seconde Guerre mondiale, a échoué lamentablement dans sa tentative d'empêcher l'aggravation de la CGC. Après 18 années de prospérité économique, la plus longue période de prospérité de l'histoire du capitalisme, ce dernier retomba une fois de plus dans une stagnation prolongée, et ce dès 1973.

La prospérité, elle-même, avait un caractère illusoire, car elle était basée sur des guerres, sur un appareil militaire, sur le financement et la réglementation par l'État. Elle se prolongeait grâce au gonflement de la dette et à l'accroissement de la spéculation.

Le chômage et la sous-utilisation de la capacité de production ont d'ailleurs continué à exercer leurs effets tout au long de cette période de « prospérité économique ».

Tous les facteurs qui ont donné naissance à la CGC avant la Première Guerre mondiale continuent à agir jusqu'à ce jour, conduisant à une aggravation des contradictions fondamentales dans le monde.

Malgré l'effondrement de toutes les bases socialistes établies, les peuples et nations opprimés du monde, ainsi que le prolétariat mondial, continuent à porter des coups à l'impérialisme et à progresser vers le socialisme.

Les contradictions parmi les diverses puissances impérialistes prennent graduellement un caractère antagoniste et mettent de plus en plus le doigt sur le danger de la fascisation et du déclenchement de guerres inter-impérialistes.

La bourgeoisie a déclenché une offensive contre les prolétariats des pays impérialistes en jetant de plus en plus de travailleurs à la rue, en supprimant tous les programmes sociaux et en provoquant un situation d'insécurité sociale parmi les populations. Le nombre de chômeurs aujourd'hui dépasse de beaucoup celui des années 30.

Le taux de chômage, à la mi-95, était de 12% en France et en Italie, de 15% en Grande-Bretagne, de 13% en Belgique, de 9% en Allemagne, de 6% aux États-Unis et de 23% en Espagne. A la fin de 1994, il y avait 36 millions de personnes sans travail dans les pays capitalistes, ce qui représente 6 millions de plus que les chiffres en vigueur au cours des pires moments de la Grande Dépression des années 1930.

Plus alarmant encore est le fait que le capital pousse de plus en plus de gens à la rue, à cause de l'automatisation, de l'informatisation et du transfert d'industries dans les pays du tiers-monde répondant à une quête de main-d'œuvre bon marché, et ce, afin d'élever la productivité et d'augmenter la compétitivité dans un monde de concurrence à couteaux tirés.

En outre, du fait de l'exploitation sévère des ressources mondiales par les compagnies multinationales et transnationales, la crise environnementale a atteint des proportions alarmantes et a donné libre cours à des mouvements de protestation à l'échelle mondiale.

L'appauvrissement de la masse, le déclin des niveaux de vie, l'insécurité sociale, l'augmentation drastique du taux de criminalité, etc., sont devenues des réalités quotidiennes dans le monde capitaliste. C'est ce que nous avons déclaré dans notre rapport de parti de 1992 :

« La crise économique mondiale prolongée qui sévit depuis 1973 n'a vu aucun ralentissement dans développement progressif et elle a même engendré des taux négatifs de croissance, un chômage de masse, une inflation (ou plutôt 'stagflation', pour reprendre l'appellation de ce nouveau phénomène historique de l'après-guerre) ainsi qu'un excès de la capacité industrielle… »

« La crise actuelle dans le système capitaliste mondial, qui sévit depuis le début des années 1970, est comparable à celle de la Grande Dépression des années 1930.

Mais elle est plus généralisé et de plus longue durée. Les courts soubresauts intermédiaires, que l'on a appelés à tort des reprises, n'ont amené aucune amélioration du chômage massif, ni des taux réels de croissance ni n'ont remédié à l'inflation. L'accroissement de la dépendance vis-à-vis de la dette est aujourd'hui la caractéristique de chaque économie dans un monde où la crise n'a fait que s'étendre dans l'espace et dans le temps. »

« La différence la plus importante entre la crise économique mondiale actuelle et celle des années 1930 réside dans le fait que les gouvernements, au niveau mondial, ont essayé d'appliquer toutes les mesures possibles contre cette crise et qu'ils ont lamentablement échoué.

En outre, ils sont plongés jusqu'au cou dans les dettes, ce qui n'était pas le cas dans les années 1930. »

« L'intervention massive des gouvernements pour sortir de la crise par le biais d'énormes emprunts et du financement des déficits s'avère futile.

Par exemple, en 1982, l'Etat a fourni 30% des besoins totaux dans l'économie des Etats-Unis

et du Japon.

En Allemagne et en France, l'Etat a fourni 46% des exigences et, en Hollande, 60%.

Ils ont épuisé toutes les théories de l'arsenal du capitalisme, qu'elles soient keynésiennes, 'socialistes', néo-keynésiennes, ou qu'elles préconisent le marché libre.

Par conséquent, le scénario qui s'en dégage serait encore plus horrible que celui des années 1930. Ceci montre également à quel point étaient fragiles, instables et illusoires les fondements de la 'longue période de 18 années de prospérité' qu'avaient provoquée la guerre, l'intervention de l'Etat et le développement de la dette jusqu'en 1973. »

> La CGC affecte tous les secteurs de la vie – l'économie, la politique, l'environnement et l'idéologie, et depuis 1973, elle accentue toutes les contradictions fondamentales du monde.
>
> Le rapport du parti de 1992 a résumé les développements des deux dernières décennies dans le contexte de la CGC:

« C'est dans le contexte de cette évolution si pénible de la crise générale du capitalisme que l'on doit analyser les changements profonds qui se produisent au sein de la politique mondiale, et tout spécialement dans l'effondrement du statut de super-État de l'Union soviétique et de sa désintégration politique ; les développements en Europe de l'Est et en Chine ; l'affaiblissement de la superpuissance américaine; la naissance d'autres puissances impérialistes ; l'agression impérialiste croissante contre les pays du tiers-monde ; le danger d'une guerre mondiale et la situation révolutionnaire qui gagne en intensité dans le monde d'aujourd'hui. »

Les différentes phases de la crise générale du capitalisme

> Les phases de la CGC ont été mentionnées par le camarade Staline en avril 1952. On a dit que la première phase avait commencé avec la Première Guerre mondiale et la seconde phase avec la Seconde Guerre mondiale.

« La crise générale du système capitaliste mondial a commencé lors de la Première Guerre mondiale, en particulier avec la séparation de l'Union soviétique vis-à-vis du système capitaliste.

Cela a constitué un premier stade dans la crise générale. Une seconde phase dans la crise générale s'est développée lors de la Seconde Guerre mondiale, spécialement après que les démocraties populaires de l'Europe et de l'Asie se furent retirées du système capitaliste.

La première crise, au cours de la période de la Première Guerre mondiale, et la seconde crise, au cours de la période de la Seconde Guerre mondiale, ne doivent pas être considérées comme des crises séparées et indépendantes, mais comme des stades successifs du développement de la crise du système capitaliste mondial. » [13]

> La première phase de la CGC a duré jusqu'en 1923, lorsque la première fournée de révolutions mondiales a été réprimée et que le capitalisme a été en mesure de se stabiliser temporairement. Cela a été correctement signalé dans notre rapport du parti de 1984.

« Après 1917, une vague révolutionnaire s'est poursuivie durant cinq ou six années environ.

Ensuite, l'impérialisme a eu les coudées plus franches et a commencé à supprimer les mouvements révolutionnaires dans les pays capitalistes ainsi que la vague de soulèvements dans les colonies. »

« Par conséquent, une fois que l'impérialisme s'était retrouvé empêtré dans une crise générale (permanente) et impliqué dans une guerre mondiale, suite au développement accru de ses contradictions générales, et au moment où était apparue la première fournée de vagues révolutionnaires dans différents pays, la première phase de crise permanente de l'impérialisme était passée. » (p.12)

> Après les six années de stabilisation qui se sont écoulées entre la fin de 1923 et octobre 1929, le monde a été plongé dans une nouvelle crise grave qui a débouché en une décennie exactement sur la Seconde Guerre mondiale. C'est donc ainsi qu'a commencé la seconde phase de la CGC.
>
> Au cours de la période de quinze ans séparant les deux phases, la CGC a continué à sévir et à s'intensifier, aiguisant par là toutes les contradictions inhérentes du capitalisme. Au vu de la durée de la seconde phase, on rencontre différentes opinions parmi les marxistes-léninistes.
>
> La conception générale des marxistes-léninistes au cours des années qui ont immédiatement suivi la Seconde Guerre mondiale était que la seconde phase allait continuer jusqu'à l'effondrement total de l'impérialisme.
>
> Comme nous l'avons vu plus tôt, toute stabilisation du capitalisme, quelque partielle, relative et temporaire qu'elle puisse être, a été réfutée par le camarade Staline. C'est ce qui a provoqué une grande vague de confusion quant à la durée de la seconde phase et au commencement de la troisième phase de la CGC. Dans notre rapport du parti pour l'année 1984, nous avons mentionné que le second stade s'était terminé en 1975 et qu'un troisième stade de la CGC lui avait succédé immédiatement.

« En pratique, une vague révolutionnaire s'est répandue à travers le monde jusqu'en 1975.

Au lieu d'une seule zone révolutionnaire, un système socialiste composé de plusieurs zones est apparu.

Par conséquent, la seconde phase de la CGC, et consécutive à celle-ci, la phase de la seconde vague de révolutions qui s'était répandue travers le monde, était terminée. » (p.30)

« Même lorsque l'offensive de la seconde vague de révolution mondiale a temporairement marqué le pas à partir de 1975, on n'a même pas assisté à une stabilisation relative du système capitaliste ; en fait, parce que la situation a continué à s'aggraver tout au long de la troisième phase de la crise générale, et qu'on a assisté à un mûrissement de la situation révolutionnaire, la vague future de cette troisième fournée de révolutions est en train de bouillonner profondément partout, et la situation ressemble tout à fait au calme qui précède la tempête. » (p.64)

Notre conclusion selon laquelle la troisième phase de la CGC avait commencé en 1975 était basée sur la certitude qu'une troisième Guerre mondiale était imminente et qu'une telle guerre allait invariablement donner naissance à une troisième fournée de révolutions.

« Avec l'impérialisme enfoncé jusqu'au cou dans la troisième phase de la crise générale, et l'arrivée imminente d'une troisième guerre mondiale désastreuse, nous devons nous efforcer de transformer la défaite temporaire subie par la révolution socialiste mondiale en victoire et en marche vers l'avant.

A cette fin, les peuples opprimés de la terre entière devraient être mobilisés et préparés sous la direction de la classe ouvrière.

C'est la principale tâche à laquelle chaque parti communiste est confronté de nos jours.

Si nous pouvons consciemment préparer le parti et le peuple à épauler cette tâche, alors, au cours de la troisième phase de la crise générale, qui est amenée à provoquer une troisième fournée toujours plus intense de vague révolutionnaire, plus aiguë encore que les deux précédentes, nous pourrons obtenir de grandes victoires correspondant à la grande vague du futur. »(p.73-74)

> En anticipant sur la guerre mondiale, nous avons établi les tactiques à adopter à la fois en cas de présence et en cas d'absence de bases socialistes capables de tenir compte des expériences des deux guerres mondiales. Nous avons considéré la fin de la guerre en Indochine et la retraite de l'impérialisme américain comme l'achèvement de la seconde phase de la CGC.
>
> Strictement parlant, le Komintern a utilisé le mot *phase* pour décrire une crise révolutionnaire à l'échelle du monde, et plus spécialement une crise révolutionnaire englobant une partie significative du camp impérialiste.
>
> C'est pourquoi, lors de la défaite en 1923 des révolutions qui avaient éclaté en Europe, on a dit que la première phase de la CGC avait été réalisée, en dépit du fait que la situation révolutionnaire ainsi que la crise allaient s'intensifiant dans la plupart des colonies et des semi-colonies, et ce, même pendant et après la stabilisation temporaire du capitalisme.
>
> Dans ce sens, on peut estimer que la seconde phase de la CGC s'est terminée vers le milieu des années 1950, lorsque les pays impérialistes les plus importants se sont en gros rétablis des ravages de la Seconde Guerre mondiale et lorsque la crise révolutionnaire dans ces pays s'est tassée. Ceci a été souligné dans le rapport du parti de 1992 :

« Au milieu des années 1950, toutes les puissances impérialistes importantes ont surmonté le problème des pénuries et se sont stabilisées avec l'aide des impérialistes américains.

Après avoir rattrapé les niveaux d'avant-guerre vers le milieu des années 1950, leurs économies ont commencé à se développer rapidement pendant la décennie et demie qui a suivi, pour en fin de compte plonger dans une crise économique mondiale prolongée et ce, à partir des années 1970.

Les facteurs qui ont conduit à l'expansion économique durant 18 longues années, ont été épuisés vers le début des années 1970, donnant naissance à une intensification de la CGC et la rendant encore plus sévère qu'elle ne l'avait jamais été dans le passé.

L'apparition de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est en tant que rivaux impérialistes forts du marché mondial a aussi contribué à l'intensification de la crise générale. » (p.10)

> Dans la plupart des pays du tiers-monde, naturellement, la crise révolutionnaire s'est poursuivie, étant donné qu'ils étaient opprimés par l'impérialisme, que ce soit par une domination directe ou indirecte par le biais des méthodes néo-coloniales.
>
> L'existence d'une situation révolutionnaire dans le tiers-monde – un trait qui l'a caractérisé tout au long de l'ère impérialiste – est en soi insuffisante pour déterminer une nouvelle phase de la CGC.
>
> Les luttes dans les pays du tiers-monde sont amenées à affaiblir l'impérialisme et à déboucher sur une intensification de la CGC, comme cela s'est produit au début des années 1970. La crise économique mondiale dispose de toutes les potentialités pour se transformer en troisième phase de la CGC, c'est-à-dire en une crise révolutionnaire intense dans une partie considérable du camp impérialiste.
>
> Comme l'expliquait le rapport du parti en 1992 :

« La crise économique qui, depuis 1973, se produit en tant que composante de la crise générale du capitalisme apparue en 1914, est la plus longue de l'histoire mondiale.

En fait, la crise économique actuelle avait commencé à la fin des années 1960 en Amérique et, en 1973, elle s'était étendue au reste du monde.

Comme elle a éclaté sous les conditions de la crise générale du capitalisme, lorsqu'il s'est avéré impossible pour le capitalisme de regagner la force et la stabilité qu'il avait avant la Première Guerre mondiale et la Révolution d'Octobre, la crise actuelle n'est pas simplement limitée dans les secteurs de la production et du commerce.

Elle a aussi affecté le système financier, le secteur des services, les accords sur la dette, les échanges avec l'étranger, etc. Elle a également intensifié les contradictions régnant dans les sphères sociales et politiques. » (p.8)

> Il est vrai que les deux stades de la CGC étaient en rapport avec les guerres mondiales et, en particulier, avec la rupture de certains pays avec le système capitaliste mondial. Mais il serait faux de déduire de ceci que les stades de la CGC devraient invariablement être associés aux guerres mondiales ou avec la rupture de certains pays avec le système capitaliste mondial.
>
> Sans aucun doute, une guerre mondiale fournira inévitablement des ouvertures révolutionnaires pour la prise du pouvoir par le prolétariat en créant une crise révolutionnaire intense dans les pays impérialistes importants. Cela conduira, par conséquent, à une aggravation de la CGC et précipitera l'effondrement du capitalisme.
>
> Le succès des révolutions ne dépend pas simplement de la précipitation d'une crise révolutionnaire, mais de la question de savoir si oui ou non les partis révolutionnaires (les forces subjectives) ont été suffisamment entraînées et nourries de la théorie et des tactiques marxistes-léninistes pour tirer parti avec succès de la crise révolutionnaire qui se développe dans le sillage de la guerre.
>
> Les deux stades décrits par Staline ont été des périodes d'intense crise révolutionnaire et si les forces subjectives avaient été suffisamment entraînées et préparées, la révolution socialiste mondiale aurait pu aboutir.
>
> Le point essentiel lorsqu'on définit un stade de la CGC est donc l'apparition d'une crise révolutionnaire à l'échelle mondiale. La rupture d'un ou de plusieurs pays avec le système capitaliste mondial, comme cela s'est produit durant les deux stades au cours des deux guerres mondiales, est une conséquence, et non une cause, de l'aggravation de la CGC.
>
> Alors qu'un tel développement mène à une aggravation de la CGC, il est également possible que la défaite des révolutions dans la plupart des parties du monde, à cause de plusieurs facteurs historiques (les plus importants étant la faiblesse des forces subjectives et la force des opportunistes dans les rangs du prolétariat) puisse donner naissance à un équilibre temporaire dans la balance à l'échelle mondiale des forces de classes, et à une stabilisation temporaire du capitalisme.
>
> Une crise révolutionnaire de niveau mondial peut se produire non seulement à partir d'une guerre mondiale, mais aussi d'une grande crise économique et de l'effondrement et de la ruine, sur le plan financier, de quelques économies capitalistes majeures.
>
> Quelle que soit la cause, le critère important pour déterminer si une nouvelle phase de la CGC a commencé ou pas est de définir si oui ou non une crise révolutionnaire intense à l'échelle mondiale est apparue et si oui ou non il y a un affaiblissement objectif des mécanismes de l'État dans les pays impérialistes majeurs.

Depuis la fin des années 1980, une crise révolutionnaire a régné dans les anciens pays du bloc soviétique où le pouvoir d'État s'est affaibli considérablement. Mais la crise révolutionnaire est principalement confinée à ces pays et n'a pas acquis le caractère d'une crise révolutionnaire à l'échelle mondiale.

Si la crise révolutionnaire s'étend à une partie considérable du reste du monde capitaliste, nous pouvons dire qu'un troisième et nouveau stade de la CGC a commencé. A en juger par la cadence à laquelle la crise économique se déroule à présent, nous pouvons certainement dire que nous sommes à la veille d'un nouveau stade de la CGC, à la veille d'un troisième cycle de révolutions.

Que cette situation dure une autre période de cinq ans ou de dix ans, voilà qui est bien malaisé à prédire.

La stabilisation relative du capitalisme et son impact sur les luttes révolutionnaires du peuple

Comme nous l'avons vu dans ce qui précède, la première phase de la CGC, qui a commencé avec la Première Guerre mondiale, a donné naissance à une crise révolutionnaire de dimension mondiale. Le monde capitaliste entier a été secoué par des soulèvements sociaux violents.

En 1917, la Russie s'est scindée du camp impérialiste et est séparée le premier pays socialiste.

Au cours de la guerre mondiale, la crise révolutionnaire était si aiguë dans les pays capitalistes qu'une action révolutionnaire décisive menée par le prolétariat aurait mené à bien les révolutions dans plusieurs pays d'Europe qui, à leur tour, se seraient également étendues à d'autres parties du monde.

C'était de la faute de la trahison des partis social-démocrates dans des pays comme l'Allemagne, l'Italie, la Hongrie, l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, etc., à travers leur slogan de « défense de la patrie », que les travailleurs ont été désarmés et n'ont pas été à même de saisir le pouvoir de l'Etat.

La crise révolutionnaire s'est poursuivie même après la guerre mondiale. En Europe centrale et de l'Est, il y a eu de sévères pénuries de nourriture et de matières premières, au cours de l'immédiat après-guerre.

En Allemagne, l'ancien régime avait été renversé en novembre 1918. L'effondrement de la machine d'Etat suite à la défaite de l'Allemagne dans la guerre porta le pouvoir aux mains du prolétariat. En Italie, les usines avaient été occupées par les travailleurs en septembre 1920. C'était le point culminant de la vague de luttes partielles et de manifestations qui avaient eu lieu en 1919-1920.

En Autriche, l'ordre bourgeois avait été maintenu et la révolution des travailleurs anéantie par le parti social-démocrate sous Otto Bauer qui avait formé un gouvernement de coalition avec les partis bourgeois entre 1918 et 1920. En Hongrie, une république soviétique fut établie en 1919 : elle dura 7 mois. En Pologne et en Bulgarie aussi, le mouvement révolutionnaire battait son plein.

Ce fut la défaite des révolutions prolétariennes en Europe, défaite due principalement à l'attitude traîtresse de la social-démocratie, qui permit la stabilisation temporaire du capitalisme.

La stabilisation temporaire du capitalisme dans la foulée de la Première Guerre mondiale a pu s'opérer grâce aux quatre facteurs suivants:

1. Le premier a été la guerre civile ouverte et la guerre contre-révolutionnaire menée contre la Russie, la Terreur Blanche en Hongrie, en Pologne, etc.

   La défaite des révolutions en dehors de la Russie a contribué directement à la stabilisation du capitalisme.

2. Le second facteur a été la social-démocratie et l'accord de concessions temporaires aux travailleurs.

   La social-démocratie a été utilisée comme principale arme par le capitalisme pour sa propre reconstruction après la Seconde Guerre mondiale.

   Confrontée à la menace des révolutions prolétariennes, auxquelles la bourgeoisie avait été incapable de s'opposer en un conflit direct, cette même bourgeoisie a conspiré pour distraire l'attention des travailleurs en faisant semblant de leur rendre les sièges du pouvoir par la formation de gouvernements de coalition avec les partis sociaux-démocrates et en accordant un certain nombre de concessions telles que des augmentations salariales, des diminutions de la journée de travail, des promesses de nationalisation et de socialisation, etc.

   Toutes ces mesures, naturellement, ont été supprimées au moment où la bourgeoisie a du la consolider sa mainmise sur l'État.

3. Le troisième facteur qui a contribué à la reconstruction du capitalisme a été l'utilisation des colossales réserves du capitalisme américain. Les prêts et crédits américains versés en Europe pour redresser et reconstruire l'édifice ébranlé du capitalisme européen.

   C'est sur cette base qu'a eu lieu la restauration de l'or en tant qu'étalon.

4. Le quatrième facteur dans la réalisation de la stabilisation partielle du capitalisme a été l'exploitation encore plus intensive des colonies.

Expliquant le sens de « stabilisation », le camarade Staline disait :

« La stabilisation est la consolidation d'une position donnée et son développement ultérieur. Le capitalisme mondial non seulement ne s'est pas conforté lui-même dans sa position actuelle, il continue à se développer et se développe encore, étendant sa sphère d'influence et accroissant sa richesse.

Il est erroné de dire que le capitalisme ne peut se développer, que la théorie du déclin du capitalisme avancée par Lénine dans son Impérialisme exclut le développement du capitalisme.

Lénine a complètement prouvé dans son pamphlet L'impérialisme que la croissance du capitalisme ne supprime pas, mais qu'elle présuppose et prépare le déclin progressif du capitalisme. » [14]

Plus loin, Staline faisait encore remarquer:

« Les nouvelles caractéristiques qui se sont révélées dernièrement, et qui ont marqué de leur empreinte la situation internationale, sont que la révolution en Europe a commencé à refluer, qu'une certaine accalmie s'est installée, que nous pouvons appeler la stabilisation temporaire du capitalisme, alors que, dans le même temps, le développement économique et la puissance politique de l'Union soviétique connaissent un accroissement. »

« Le fait que la révolution en Europe ait commencé à refluer signifie-t-il que la thèse de Lénine concernant une nouvelle époque, l'époque de la révolution mondiale, ne s'avère plus valable? Cela signifie-t-il que la révolution prolétarienne en Occident ait été reportée? »

« Pas du tout. L'époque de la révolution mondiale est un nouveau stade de la révolution, c'est toute une période stratégique, qui dure depuis un certain nombre d'années, peut-être même un certain nombre de décennies. Au cours de cette période, il peut y avoir et il y a certainement des flux et reflux de la révolution. » [15]

La stabilisation opérée par le capitalisme n'était cependant que relative, partielle et temporaire. Elle a servi de base à l'éclatement d'une crise plus aiguë.

Faisant remarquer la nature temporaire de la stabilisation capitaliste et comment elle conduira inévitablement au durcissement de toutes les contradictions fondamentales, le camarade Staline écrivait :

« La stabilisation sous le capitalisme, tout en renforçant temporairement le capital, conduit en même temps inévitablement à une aggravation des contradictions du capitalisme: a) entre les groupes impérialistes des divers pays; b) entre les travailleurs et les capitalistes de chaque pays; c) entre l'impérialisme et les peuples de tous les pays coloniaux. » [16]

« Le VIe Congrès du Komintern en 1928 a également expliqué ceci en ces termes: L'intensification de tous les antagonismes internationaux (…) va inévitablement conduire – via les développements ultérieurs des contradictions de la stabilisation capitaliste – à une précarité accrue de la stabilisation capitaliste et à la sévère intensification de la crise générale du capitalisme. » [17]

C'est en mars 1925 que le Komintern a formulé pour la première fois l'affirmation selon laquelle le capitalisme était en phase de « stabilisation partielle, relative et temporaire ». A cette époque, les Etats-Unis entraient dans une période de prospérité industrielle et on assistait à une reprise considérable en France et en Grande-Bretagne.

En Allemagne, la clé de la situation européenne, l'industrie reprenait et la situation financière s'améliorait, surtout grâce au plan américain de Dawes, avec ses subsides se chiffrant à quelque 800 millions de marks-or.

Dans l'analyse du Komintern, la reprise du capitalisme n'était que partielle et ne pouvait pas durer. Elle concluait que l'Europe traversait une période d'accalmie située entre deux vagues révolutionnaires et qu'il ne pouvait y avoir de reprise permanente du capitalisme dans la période de crise générale et de révolution prolétarienne.

L'économiste marxiste-léniniste russe Varga, dans son rapport au Ve Congrès du Komintern en 1925, expliquait comment la CGC était en train de faire éclater le système. A l'époque, les États-Unis se trouvaient au point culminant de leur prospérité. Varga avait scientifiquement prédit que la vague de prospérité allait immanquablement faire place à une crise économique plus profonde. La prévision s'était avérée exacte moins de 5 ans plus tard avec le krach de Wall Street en 1929.

Le Ve Congrès faisait également ressortir que les capitalistes pratiquaient à la fois une politique de terrorisme et de distribution parcimonieuse de concessions de moindre importance, du fait de leur état de faiblesse et de leur incapacité de gouverner comme par le passé.

Les social-démocrates, les opportunistes et autres réactionnaires dans le monde entier tendirent en vain à interpréter la formulation ci-dessus comme un aveu du Komintern selon lequel la révolution était morte. Ils affirmaient que le système capitaliste s'était remis de la crise de l'après-guerre et que le vague de prospérité économique allait durer pour toujours.

Même à l'intérieur du Komintern, il n'existait pas un accord unanime quant à la formulation de la « stabilisation ».

Certains comme Zinoviev pensaient que la stabilisation du capitalisme écartait la possibilité d'une révolution immédiate et que les partis communistes ne pouvaient adopter des tactiques révolutionnaires.

Réfutant cela, le camarade Staline dit dans son discours au Plénum commun du comité central et de la commission centrale de contrôle du PCUS, en août 1927:

« Zinoviev pense qu'une fois qu'il y a stabilisation, la cause de la révolution est perdue.

Il ne comprend pas que la crise du capitalisme et la préparation de son sort se développent comme une résultante de la stabilisation.

N'est-ce pas un fait que le capitalisme a récemment perfectionné et nationalisé sa technique et qu'il a produit une masse considérable de marchandises qui n'arrivent pas à être vendues?

N'est-ce pas un fait que les gouvernements capitalistes adoptent de plus en plus des caractéristiques fascistes, attaquent la classe ouvrière et renforcent temporairement leurs propres positions?

Ces fait impliquent-ils que la stabilisation soit devenue durable?

Bien sûr que non! Au contraire, ce sont des faits qui tendent à aggraver la crise présente du capitalisme mondial, crise considérablement plus profonde que la crise qui a précédé la dernière guerre impérialiste. »

« Le fait même que les gouvernements capitalistes sont en train d'adopter des caractéristiques fascistes tend à aggraver la situation interne dans les pays capitalistes et donne naissance à l'action révolutionnaire par les travailleurs (Vienne, Grande-Bretagne). »

« Le fait même que le capitalisme rationalise sa technique et qu'il produit une quantité considérable de marchandises que le marché ne peut absorber, ce fait même tend à intensifier à l'intérieur même du camp capitaliste la lutte pour les marchés et pour les domaines propices à l'exportation de capitaux et conduit à la création des conditions favorables à une nouvelle guerre, à une nouvelle redistribution du monde. » [18]

Cette remarquable prédiction du camarade Staline s'est confirmée avec un effet dévastateur deux années plus tard seulement, lorsque le monde entier a été plongé dans la crise économique la plus catastrophique, celle qui éclata en 1929, qui conduisit à une crise révolutionnaire dans le monde entier.

Prévoyant une telle crise, le camarade Staline avait encouragé les révolutionnaires communistes en Europe et dans d'autres pays capitalistes pour qu'ils réorganisent leurs partis et qu'ils les bolchevisent en préparation de la crise.

Au cours de la période de stabilisation partielle et relative, la tâche des partis communistes dans les pays impérialistes ne consistait pas à s'endormir dans l'inaction et dans un glissement rétrograde vers les tactiques prérévolutionnaires, mais de se préparer eux-mêmes à la nouvelle crise révolutionnaire qui menaçait :

« La nouvelle caractéristique spécifique de la position actuelle des partis communistes des pays capitalistes est que la période du flux de la marée révolutionnaire a fait place à une période de reflux, une période d'accalmie.

La tâche consiste à tirer parti de la période d'accalmie que nous subissons pour renforcer les partis communistes, les bolcheviser, les transformer en véritables partis de masse en s'appuyant sur les syndicats, pour rallier les éléments travaillistes au sein des classes non

prolétariennes, avant tout parmi la paysannerie, autour du prolétariat, et enfin, pour éduquer les prolétaires dans l'esprit de la révolution et de la dictature du prolétariat. » [19]

En ce qui concerne les pays coloniaux, Staline concluait en mai 1925 qu'ils étaient au seuil de leur 1905 et qu'une relative stabilisation du capitalisme n'avait abouti qu'à une augmentation en nombre et en force du prolétariat dans ces pays, et que la crise révolutionnaire se développait :

« … du fait de l'augmentation des exportations de capitaux des pays développés vers les pays arriérés, augmentation encouragée par la stabilisation du capitalisme, le capitalisme dans les pays coloniaux se développe et continuera à se développer à un taux rapide, en démantelant les anciennes conditions politiques et sociales et en en installant de nouvelles ; »

« … le prolétariat dans ces pays se développe et va continuer à le faire dans des proportions rapides ; »

« … le mouvement ouvrier révolutionnaire et la crise révolutionnaire dans les colonies se développent et continueront à se développer. » [20]

En ce qui concerne les tâches immédiates des partis communistes dans les colonies et semi-colonies au cours de la période de stabilisation partielle, il faisait remarquer:

« Par conséquent, la tâche des éléments communistes dans les pays coloniaux est de s'associer avec les éléments révolutionnaires de la bourgeoisie et par-dessus tout avec la paysannerie, contre le bloc de l'impérialisme et les éléments compromettants de 'leur propre' bourgeoisie, afin de mener, sous la direction du prolétariat, une lutte essentiellement révolutionnaire pour la libération du joug de l'impérialisme. »

« Il s'ensuit une seule conclusion: un certain nombre de pays coloniaux sont actuellement en vue de leur 1905. »

« La tâche est d'unir les éléments progressistes des travailleurs dans les pays coloniaux en un seul parti communiste qui sera capable de diriger la révolution occupée à se développer. » [21]

En fait, au cours de la période de stabilisation partielle, il n'y a pas eu reflux du mouvement révolutionnaire dans les colonies et semi-colonies, et cela contraste avec ce qui s'est passé dans les pays capitalistes occidentaux. Car la stabilisation elle-même s'opéra en grande partie par le biais d'une exploitation plus intense des colonies et des semi-colonies. Les peuples oppressés résistèrent, naturellement.

En Chine, sous la direction du PCC, plusieurs soulèvements populaires ont eu lieu durant la période même de stabilisation relative du capitalisme. En Inde, en Égypte, en Indonésie, en Indochine et partout ailleurs, l'on a assisté à une poussée des mouvements populaires, le plus remarquable parmi ceux-ci étant l'insurrection indonésienne de 1926.

Dans la toute première année de stabilisation relative, un mouvement massif de grève balaya l'Égypte et la Tunisie. La révolte du Rif au Maroc s'était poursuivie jusqu'en 1926, et des poches isolées de résistance armée contre les colonialistes français et espagnols tinrent bon jusqu'au début des années 1930. En Libye, la guerre de libération contre les colonialistes italiens, commencée en 1911, s'était poursuivie avec de brèves interruptions jusqu'en 1932.

On a également assisté à des insurrections en Somalie italienne, au Tchad, au Moyen-Congo, au Cameroun français et en Angola, ainsi qu'à des grèves en Sierra Leone, au Mozambique et à Madagascar, pour ne mentionner que quelques-uns des événements

révolutionnaires qui eurent lieu en Afrique tropicale durant la stabilisation relative du capitalisme.

La stabilisation relative et temporaire du capitalisme est donc à mettre en parallèle avec l'équilibre relatif et temporaire des rapports de force de classe et, par conséquent, avec une baisse de régime temporaire du mouvement révolutionnaire dans les pays capitalistes. En aucune façon, elle n'implique une accalmie du mouvement révolutionnaire dans les colonies et les semi-colonies.

Lors de son Sixième Congrès en 1928, lorsque le capitalisme était à l'apogée de sa prospérité, le Komintern expliquait les raisons qui pouvaient détruire le système impérialiste mondial:

« Le système impérialiste mondial, et avec celui-ci la stabilisation partielle du capitalisme, se corrode pour diverses raisons : tout d'abord, les antagonismes entre les États impérialistes ; deuxièmement, la lutte croissante d'importantes masses dans les pays coloniaux ; troisièmement, l'action du prolétariat révolutionnaire dans les patries de l'impérialisme; et enfin, l'hégémonie exercée sur tout le mouvement révolutionnaire mondial par la dictature du prolétariat en URSS.

La révolution internationale est occupée à se développer. Contre cette révolution, l'impérialisme rassemble ses forces. Des expéditions contre les colonies, une nouvelle guerre mondiale ou une campagne contre l'URSS, sont des problèmes qui figurent maintenant à l'avant-plan dans la politique de l'impérialisme. Ceci doit déboucher sur la mise en action de toutes les forces de la révolution internationale et doit concourir à la faillite inévitable du capitalisme. » [22]

La brillante analyse marxiste réalisée par le Sixième Congrès (avec à sa base le camarade Staline), qui prévoyait un accroissement des crises économiques, de grandes luttes de classe, des guerres impérialistes et des révolutions, a été confirmée de façon dévastatrice avec le développement de la grande crise économique de 1929, la victoire du fascisme hitlérien en 1933, l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale en 1939 et la série de révolutions prolétariennes qui se sont produites dans le sillage de la guerre mondiale.

De grands changements historiques se sont produits dans la situation mondiale et dans l'équilibre des forces au niveau des classes dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale.

La désintégration de l'unique marché mondial qui recouvrait tous les secteurs et l'apparition d'un nouveau marché mondial socialiste parallèle ; la fin de l'ancien système colonial de domination impérialiste directe; la ruine et la dévastation, conduisant à une paralysie virtuelle, des économies de toutes les puissances impérialistes hostiles à l'URSS, etc., ont été des changements momentanés qui ont donné naissance à une nouvelle situation mondiale.

La sphère d'exploitation des ressources mondiales par les pays impérialistes principaux s'est rétrécie au cours des années qui ont immédiatement suivi la Seconde Guerre mondiale. Ces développements avaient conduit Staline à la conclusion qu'il ne pouvait à nouveau y avoir de stabilité relative du capitalisme au cours du déroulement de la CGC.

Il faisait remarquer dans ses Problèmes économiques du socialisme en URSS en février 1952 ce qui suit :

« Le résultat économique le plus important de la Seconde Guerre mondiale, avec ses répercussions sur l'économie, a été la désagrégation du marché mondial, unique, universel.

Ce qui a déterminé l'aggravation ultérieure de la crise générale du système capitaliste mondial. »

« Mais il s'ensuit que la sphère d'exploitation des ressources mondiales par les principaux pays capitalistes (États-Unis, Grande-Bretagne, France) n'ira pas en s'élargissant mais en se rétrécissant, que les conditions de débouché sur le marché mondial s'aggraveront pour ces pays et que la sous-production des entreprises y augmentera.

C'est en cela que consiste précisément l'aggravation de la crise générale du système capitaliste mondial, à la suite de la désagrégation du marché mondial. »

« C'est ce que constatent les capitalistes, car il est difficile pour eux de ne pas ressentir la perte de marchés tels que l'URSS et la Chine.

Ils s'attachent à remédier à ces difficultés par le 'plan Marshall', par la guerre en Corée, par la course aux armements, par la militarisation de l'industrie.

Mais cela ressemble fort au noyé qui s'accroche à un brin de paille. »

« Devant cette situation, deux problèmes se posent aux économistes:

1. Peut-on affirmer que la thèse bien connue de Staline sur la stabilité relative des marchés en période de crise générale du capitalisme, thèse formulée à la veille de la Seconde Guerre mondiale, soit toujours valable?

2. Peut-on affirmer que la thèse bien connue, formulée par Lénine au printemps 1916, selon laquelle, malgré sa putréfaction, dans l'ensemble le capitalisme se développe infiniment plus vite qu'auparavant, soit toujours valable?"

« Je pense qu'on ne saurait l'affirmer. Étant donné les nouvelles conditions dues à la Seconde Guerre mondiale, il faut considérer les deux thèses comme n'étant plus valables. » [23]

> Ces lignes du camarade Staline ont engendré beaucoup de controverses et ont servi de sujet à de nombreuses discussions parmi les marxistes-léninistes. Certains ont considéré ces lignes comme étant littéralement la synthèse finale de la situation au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.
>
> Une vue dogmatique a prévalu et prévaut toujours parmi certains partis marxistes-léninistes selon laquelle la production dans le monde capitaliste dans l'ensemble n'atteindra jamais son point culminant d'avant la guerre à cause du rétrécissement de la sphère d'exploitation des ressources mondiales par les pays capitalistes les plus importants, rétrécissement résultant de la perte, dans le sillage de la Seconde Guerre mondiale, de vastes marchés de premier plan comme la Chine et l'Europe de l'Est.
>
> De là provient le fait qu'ils ne reconnaissent même pas une stabilisation partielle et temporaire du capitalisme après la Seconde Guerre mondiale et qu'ils pensent qu'il ne peut y avoir de développement du capitalisme dans sa phase de déclin consécutive à la Seconde Guerre mondiale.
>
> Ils refusent de voir les changements qui ont pris place après le décès du camarade Staline : les importantes augmentations de la production qui ont eu lieu dans virtuellement chaque pays capitaliste ; le rôle de l'hégémonie américaine, quelque branlante qu'elle puisse avoir été, en fournissant une stabilité temporaire au monde capitaliste dans son ensemble jusqu'au début des années 1970 ; un marché entre les diverses puissances impérialistes sous l'hégémonie des États-Unis – une trêve temporaire – afin de combattre et de contenir la progression du « spectre » du communisme ; le recours aux guerres régionales qui n'en finissent pas ; la course aux armements, les guerres d'agression contre la Corée, le Vietnam, le Laos, le Cambodge, etc., et la guerre froide contre les États capitalistes

bureaucratiques dégénérés de l'URSS et de l'Europe de l'Est ; tout cela, en créant une demande constante de moyens de consommation et, plus grave, de moyens de destruction, a aidé le capitalisme à surmonter partiellement et temporairement sa crise (on estime que les pertes en forces productives dues aux guerres régionales après la Seconde Guerre mondiale excèdent de loin les pertes encourues durant la Seconde Guerre elle-même) ; le rôle de l'État en créant une demande effective dans quasiment chaque pays du monde au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ; le rôle de la dette auprès des consommateurs individuels, des entreprises et de chaque gouvernement pour gonfler artificiellement la production en créant une demande pour les produits ; le développement de la spéculation, des services et des secteurs non productifs pour résoudre les problèmes d'excédents de fabrication; l'échec du prolétariat de n'avoir pu réaliser la Nouvelle Révolution Démocratique dans les colonies et les semi-colonies et, par conséquent, l'apparition et la consolidation de régimes fantoches ou compradores dans presque tous les pays du tiers-monde, en conséquence de quoi l'impérialisme continue de sucer le sang des peuples du tiers-monde via des méthodes néo-coloniales, et, finalement, la dégénérescence du camp socialiste lui-même après le décès du camarade Staline et sa réintégration graduelle dans un marché mondial unique.

Chacun de ces facteurs joua un rôle dans la mise sur pied d'une stabilisation partielle, temporaire et relative du capitalisme à partir du milieu des années 1950 jusqu'en 1973. Durant cette période, il y a eu une accalmie générale des mouvements révolutionnaires dans les pays capitalistes (hormis une vague de révoltes estudiantines à la fin des années 1960).

Mais, dans les colonies et les semi-colonies, les mouvements révolutionnaires ont continué à subir des coups durs durant cette période, exactement comme durant la période de la stabilisation partielle de 1924 à 1929. La guerre d'agression des États-Unis contre l'Indochine, et spécialement la guerre du Vietnam, a connu une défaite ignominieuse des mains du peuple héroïque. Le peuple cubain a rejeté le joug de l'impérialisme en 1959. En 1968, l'impérialisme a été forcé de mettre fin à une domination coloniale directe dans environ quarante pays d'Afrique.

Résumons : alors que la stabilisation relative du capitalisme a des implications directes sur les luttes dans les pays impérialistes, débouchant sur une accalmie temporaire dans le mouvement révolutionnaire, elle n'exerce pas le même impact sur les luttes des pays du tiers-monde.

On ne devrait cependant pas perdre de vue qu'une intensification de la CGC, un durcissement de la contradiction inter-impérialiste et la contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie dans les pays impérialistes joueront un rôle en tant que facteur favorable aux révolutions dans les pays du tiers-monde.

L'intensification des contradictions entre les diverses puissances impérialistes et particulièrement la rivalité aiguë et la contestation entre les deux superpuissances pour l'hégémonie mondiale, combinées avec le début d'une longue période de crise économique mondiale qui a commencé au début des années 1970, ont créé des conditions favorables pour les mouvements révolutionnaires, non seulement dans les pays du tiers-monde, mais également dans les pays capitalistes eux-mêmes.

La fin de la guerre froide et l'effondrement de la superpuissance soviétique a encore accentué les contradictions inter-impérialistes dans les années 1990. La crise actuelle dans l'économie mondiale qui a lieu sous les conditions de la CGC ne permet pas au capitalisme de se stabiliser dans un futur immédiat. Au contraire, elle est amenée à durcir davantage encore les contradictions fondamentales au sein du monde actuel.

Mais nous devrions garder à l'esprit l'observation du camarade Lénine selon laquelle il n'existe pas pour le capitalisme quelque chose qui ressemble à une situation absolument désespérée.

Situation révolutionnaire et crise révolutionnaire

Dans la littérature marxiste, nous découvrons souvent que ces deux expressions – situation révolutionnaire et crise révolutionnaire – sont parfois utilisées l'une pour l'autre. Comme cela peut provoquer certaines confusions, il vaut mieux opérer une distinction entre les deux.

Lénine a défini l'impérialisme comme la veille de la révolution socialiste. Cela signifie qu'avec l'avènement de l'impérialisme, les conditions objectives pour le socialisme ont mûri et qu'il était du devoir du prolétariat de former et de développer des partis communistes partout, de se lier avec les larges masses du peuple et de préparer le peuple à une prise révolutionnaire du pouvoir au cours des périodes de crise révolutionnaire.

Une situation révolutionnaire est apparue dans le monde avec l'avènement de l'impérialisme et le début de la CGC.

Alors que, dans les colonies et semi-colonies et les pays dépendants, la situation peut être utilisée pour mener une lutte armée prolongée contre l'impérialisme et ses collaborateurs indigènes, dans les pays impérialistes, il est du devoir des partis communistes d'étendre leur base parmi les masses laborieuses et de préparer eux-mêmes, politiquement, idéologiquement et sur le plan organisationnel, le prolétariat et le peuple d'une façon révolutionnaire dans le but de s'emparer du pouvoir politique lorsque les conditions objectives transforment la situation révolutionnaire en une crise révolutionnaire, soit à la suite d'une guerre mondiale, soit d'une grande crise économique, soit encore à la suite d'une crise provoquée par les coups sévères infligés à l'impérialisme par les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Une crise révolutionnaire signifie non seulement que le peuple est dans un état de fermentation générale et de mécontentement et qu'il refuse de vivre de l'ancienne façon, mais elle présuppose également un extrême affaiblissement de la machine étatique.

Dans de telles circonstances de crises économiques, politiques et sociales, d'affaiblissement général du pouvoir étatique de la bourgeoisie et d'une perte de leur légitimité aux yeux du peuple, le parti, s'il est suffisamment organisé et entraîné selon une ligne révolutionnaire, peut prendre le pouvoir. Une telle crise révolutionnaire existait en Russie, en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Italie, en Pologne, en Bulgarie et dans d'autres pays au cours de la première phase de la CGC pendant et après la Première Guerre mondiale jusqu'en 1923.

Une telle crise révolutionnaire existait dans les pays d'Europe dans la seconde phase de la CGC pendant et immédiatement après la Seconde Guerre mondiale et s'est poursuivie jusqu'au milieu des années 1950. Une telle crise existe aujourd'hui en Russie et dans les diverses républiques de l'ancienne Union soviétique et les pays de l'Europe de l'Est.

Mais l'existence de la crise révolutionnaire est une condition nécessaire, mais pas suffisante, pour la victoire de la révolution. L'existence d'un parti révolutionnaire de masse du prolétariat qui soit bien entraîné et capable d'utiliser avec savoir-faire la crise révolutionnaire grâce à une tactique révolutionnaire correcte est une condition impérative pour la progression victorieuse de la révolution.

Comme Lénine l'avait fait remarquer lors du Second Congrès du Komintern en 1920, il n'y a pas de situation absolument désespérée pour la bourgeoisie. La bourgeoisie trouve toujours un manière de se sortir de chaque crise si le prolétariat n'agit pas de façon décisive pour s'emparer du pouvoir via des moyens révolutionnaires, quelque excellente que puisse être la crise révolutionnaire.

« Il n'existe pas de situation absolument sans issue. La bourgeoisie se conduit comme un forban sans vergogne qui a perdu la tête; elle commet bêtise sur bêtise, aggravant la situation et hâtant sa propre perte. C'est un fait.

Mais il n'est pas possible de prouver qu'il n'y a absolument aucune chance qu'elle endorme une minorité d'exploités à l'aide de petites concessions, qu'elle réprime un mouvement ou une insurrection d'une partie des opprimés et des exploités.

Tenter d'en prouver à l'avance l'impossibilité absolue serait pur pédantisme, verbiage ou jeu d'esprit. Dans cette question et dans des questions analogues, seule la pratique peut fournir la preuve réelle.

Le régime bourgeois traverse dans le monde entier une profonde crise révolutionnaire. Il faut démontrer maintenant, par l'action pratique des partis révolutionnaires, qu'ils possèdent suffisamment de conscience, d'organisation, de liens avec les masses exploitées, d'esprit de décision et de savoir-faire pour exploiter cette crise au profit d'une révolution victorieuse. » [24]

> Que l'existence d'une crise révolutionnaire en elle-même ne garantisse pas la victoire de la révolution a été brillamment mis en évidence par la camarade Staline dans son rapport au XVIIe Congrès en 1934 :

« Certains camarades pensent que, dès l'instant où il y a crise révolutionnaire, la bourgeoisie doit se trouver inévitablement dans une situation sans issue; que sa fin est par conséquent prédéterminée, que la victoire de la révolution est, par cela même, assurée, et qu'il ne leur reste donc qu'à attendre la chute de la bourgeoisie et à rédiger des résolutions triomphales.

C'est là une grave erreur. La victoire de la révolution ne vient jamais d'elle-même.

Il faut la préparer et la conquérir. Or, seul peut la préparer et la conquérir un fort parti prolétarien révolutionnaire.

Il est des moments où la situation est révolutionnaire, où le pouvoir de la bourgeoisie est ébranlé jusque dans ses fondements, mais où pourtant la victoire de la révolution n'arrive pas, parce qu'il n'y a pas de parti révolutionnaire du prolétariat, de parti ayant assez de force et d'autorité pour entraîner à sa suite les masses et prendre le pouvoir.

Il serait déraisonnable de croire que des cas pareils ne puissent se produire. » [25]

> Il est également nécessaire de reprendre une fois de plus les mots les plus souvent cités de Lénine dans lesquels il décrit une situation révolutionnaire et les conditions nécessaires au succès de la révolution:

« Pour un marxiste, il est hors de doute que la révolution est impossible sans une situation révolutionnaire, mais toute situation révolutionnaire n'aboutit pas à la révolution. Quels sont, d'une façon générale, les indices d'une situation révolutionnaire?

Nous sommes certains de ne pas nous tromper en indiquant les trois principaux indices que voici:

1. Impossibilité pour les classes dominantes de maintenir leur domination sous une forme inchangée; crise du sommet, crise de la politique de la classe dominante, et qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin.

Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas, habituellement, que la base ne veuille plus vivre comme auparavant, mais il importe encore que le sommet ne le puisse plus.

2. Aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées.

3. Accentuation marquée, pour les raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses qui se laissent tranquillement piller dans les périodes pacifiques, mais qui, en période orageuse, sont poussées, tant par la crise dans son ensemble que par le sommet lui-même, vers une action historique indépendante. »

« Sans ces changements objectifs, indépendants de la volonté non seulement de tels ou tels groupes et partis, mais encore de telles ou telles classes, la révolution est, en règle générale, impossible. C'est l'ensemble de ces changements objectifs qui constitue une situation révolutionnaire.

On a connu cette situation en 1905 en Russie et à toutes les époques de révolutions en Occident; mais elle a existé aussi dans les années 60 du siècle dernier en Allemagne, de même qu'en 1859-1861 et 1879-1880 en Russie, bien qu'il n'y ait pas eu de révolutions à ces moments-là.

Pourquoi? Parce que la révolution ne surgit pas de toute situation révolutionnaire, mais seulement dans le cas où, à tous les changements objectifs ci-dessus énumérés, vient s'ajouter un changement subjectif, à savoir: la capacité, en ce qui concerne la classe révolutionnaire, de mener des actions révolutionnaires de masse assez vigoureuses pour briser complètement (ou partiellement) l'ancien gouvernement, qui ne tombera jamais, même à l'époque des crises, si on ne le fait choir. » [26]

> Dans la citation qui précède, les mots « situation révolutionnaire » impliquent en fait une crise révolutionnaire. La crise révolutionnaire qui prévalait en Russie en 1905 se développa à partir de la situation révolutionnaire qui commençait à mûrir à partir de 1901 et éclata avec les manifestations d'étudiants. Comme la situation se transformait en crise en 1905, la prolétariat russe fit une tentative décisive de coup d'État par insurrection armée. L'échec de l'insurrection conduisit à une décennie de régression et d'accalmie relative dans le mouvement révolutionnaire.
>
> La Première Guerre mondiale une fois de plus provoqua une crise révolutionnaire en Russie et plus tard dans le reste de l'Europe. Le processus de transformation d'une situation révolutionnaire en crise révolutionnaire peut être compris à partir des lignes suivantes écrites pendant la guerre, en 1915, par le camarade Lénine :

« Il ne fait pas l'ombre d'un doute que l'Europe de 1915 connaît une situation révolutionnaire, de même que la Russie en 1901.

Nous ne pouvons savoir si la première bataille décisive du prolétariat contre la bourgeoisie se produira dans quatre ans, dans deux ans ou dans dix ans ou plus, et si une seconde bataille décisive ne se produira encore dix ans plus tard.

Mais nous savons fermement et affirmons en toute certitude que, maintenant, notre devoir impérieux et immédiat est de soutenir l'effervescence naissante et les manifestations qui ont déjà commencé.

En Allemagne, la foule a sifflé Scheidemann; dans beaucoup de pays, la foule a manifesté contre la cherté de la vie. »

« Nous sommes, sans aucun doute, à la veille de la révolution socialiste. (…) Pas plus que nous ne savions en 1901 que la veille de la première révolution russe durerait encore quatre ans, nous ne sommes pas plus renseignés aujourd'hui.

La révolution peut consister, et consistera probablement, en des luttes qui s'étendront sur de longues années et qui comprendront plusieurs périodes d'assauts, entrecoupés de convulsions contre-révolutionnaires du régime bourgeois.

Dans la situation politique actuelle, le tout est de savoir s'il faut utiliser la situation révolutionnaire existante pour soutenir et développer les mouvements révolutionnaires.

Oui ou non. C'est sur cette question que se divisent aujourd'hui, politiquement, les social-chauvins et les internationalistes révolutionnaires. » [27]

> Nous trouvons donc que dans l'Europe de 1915 la situation révolutionnaire se développait rapidement en une crise révolutionnaire. C'était le devoir du prolétariat de s'engager dans des actions militantes et de se lancer dans les préparatifs d'une insurrection armée de façon à frapper au moment opportun.
>
> Il n'y avait qu'en Russie que le prolétariat pouvait s'emparer du pouvoir en utilisant la crise révolutionnaire qui se développait à partir de la guerre. Dans le reste de l'Europe, la trahison de la social-démocratie conduisit à la défaite des révolutions.
>
> Alors que tel était le cas dans les pays capitalistes, dans les pays du tiers-monde par contre, une situation révolutionnaire a existé dès les tout premiers moments où ils se sont retrouvés sous l'oppression de l'impérialisme.
>
> A cause des caractéristiques spécifiques en vigueur dans la plupart de ces pays du tiers-monde, il est possible de mener la lutte armée ou la guerre populaire prolongée dès les tout premiers moments et de s'emparer du pouvoir à l'échelle régionale. La crise révolutionnaire dans ces pays va hâter l'établissement de zones libérées et la conquête de villes si le prolétariat est bien préparé.
>
> Une crise révolutionnaire dans les pays du tiers-monde peut apparaître à la fois par le biais d'une intensification des crises économique, sociale et politique dues aux modifications encourues par les conditions objectives dans les pays concernés telles que l'implication dans des guerres extérieures, des guerres civiles parmi les factions des classes dirigeantes, un effondrement financier, etc., ou à cause d'un changement de l'équilibre général des forces au niveau des classes amené par une intensification de la lutte de classe, par l'établissement de plusieurs zones de guérilla et de régions libérées.
>
> Les forces révolutionnaires dans les pays du tiers-monde peuvent donc créer une crise révolutionnaire en approfondissant en permanence et en élargissant les zones de lutte armée.

Notes

1 Staline Joseph, *Selected Writings*, Vol.II, p.330. **2** Engels Friedrich, *La condition de la classe ouvrière en Angleterre*, p.143-144. **3** Foster William Z., History of Three Internationals, Vol.I, p.223. **4** Marx Karl, Capital, Vol.III, p.292. **5** Staline Joseph, *Selected Writings*, Vol.II, p.2. **6** Galbraith, J.K., *Le capitalisme américain*, p.69. **7** Baran Paul A., Sweezy Paul M., *Monopoly Capital*, p.242. **8** 1 acre = 40 ares = 0,4 ha. **9** Dutt, R.P., *Fascism and Social Revolution.* **10** Staline Joseph, *Rapport présenté au XVIIe congrès du parti sur l'activité du comité central du parti communiste (bolchevik) de l'URSS*, 26 janvier 1934, repris dans *Les questions du léninisme*, Editions de Pékin, 1977, p.685. **11** Staline Joseph, Ibid, p.686. **12** Staline Joseph, Ibid, p.691. **13** Staline Joseph, *Selected Writings*, Vol.II, p.329-330. **14** Staline Joseph, *On the Opposition*, p.192-193. **15** Staline Joseph, Ibid., p.189-190. **16** Staline Joseph, Ibid., p.194. **17** Foster William Z., *History of Three Internationals*, p.89. **18** Staline Joseph, On the Opposition, p.808-809. **19** Staline Joseph, Ibid., p.199. **20** Staline Joseph, Ibid., p.204. **21** Staline Joseph, Ibid., p.205. **22** Foster William Z., op. cit., p.85-86. **23** Staline Joseph, *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*, Éditions de Pékin, 1971, p. 30 et 32-33. **24** Lénine, *Rapport sur la situation internationale et les tâches fondamentales de l'Internationale communiste*, 19 juillet 1920, dans Œuvres complètes, Tome XXXI, p.233-234. **25** Staline Joseph, *Rapport présenté au XVIIe congrès du parti sur l'activité du comité central du parti communiste (bolchevik) de l'URSS*, 26 janvier 1934, repris dans *Les questions du léninisme*, Éditions de Pékin, 1977, p.699. **26** Lénine, *La faillite de la IIe Internationale*, dans Œuvres complètes, Tome XXI, p.216-217. **27** Lénine, *Des internationalistes authentiques : Kautsky, Axelrod, Martov*, dans Œuvres complètes, Tome XXI, p.413-414.